

PRE

## **Die Ordnung der Welt. Imperium oder Hegemonie in der Hierarchie der Staatenwelt Ulrich Menzel**

Berlin, Suhrkamp Verlag, 2015, 1232 pages

L'ouvrage d'Ulrich Menzel («L'Ordre du monde») propose une analyse magistrale consacrée à l'architecture de sécurité politique et économique du monde du Moyen Âge à nos jours. Politologue et professeur des universités à Brunswick, l'auteur tente de montrer quels facteurs permettent de structurer l'ordre international dans un monde anarchique dépourvu de structure de pouvoir à l'échelle planétaire. Pour Menzel, l'ordre réside dans l'anarchie et repose sur l'interaction entre les puissances et les empires qui ont politiquement et économiquement dominé le monde à un moment donné. Pour le démontrer, il analyse sur une période de plus de mille ans les structures hiérarchiques, hégémoniques et impérialistes qui ont successivement émergé et contribué à la naissance d'un ordre à la fois régional et mondial.

Les choix effectués par l'auteur peuvent paraître arbitraires, l'analyse étant limitée à :

- L'empire de la dynastie Song (960-1204)
- L'expansion mongole (1230-1350)
- La domination des républiques de Gênes (1261-1350) et de Venise (1381-1503)
- La dynastie Ming (1368-1435)
- Le temps des découvertes et des conquêtes portugaises (1494-1580) et espagnoles (1515-1919 et 1648-1659)
- L'empire ottoman (1453-1571)
- L'expansion néerlandaise (1609-1713)
- La France absolutiste (1635-1714)
- L'empire britannique (1692-1919)
- Les États-Unis, superpuissance bienveillante (1919-2035)

Il est intéressant de relever que, dans la liste des puissances hégémoniques analysées ne figurent ni l'Union soviétique, ni le Reich allemand ou l'Allemagne nazie. Pourtant, l'un et l'autre, et surtout l'URSS, ont dominé leurs espaces respectifs pendant des décennies. Certes, la quête allemande d'une hégémonie régionale, voire mondiale, fut plus brève que celle de l'URSS qui a exercé son hégémonie sur l'Europe de l'Est pendant un demi-siècle. Mais ce n'est pas la raison principale qui pousse l'auteur à faire l'impasse sur Moscou ou Berlin. L'argument, qui pour Menzel légitime le rôle hégémonique d'une puissance, est d'abord qu'elle s'inscrit dans un temps long – ce ne fut le cas ni du Reich allemand ni de la Russie soviétique –, et qu'elle contribue à la stabilisation de l'architecture mondiale en fournissant «des services» à l'humanité dans les domaines politique, économique, culturel ou scientifique. Cela n'interdit certes nullement le recours à la force ni l'usage de la force militaire à des fins politiques ; mais dans l'ensemble le bilan de chacune des puissances listées et analysées par l'auteur s'avère «globalement positif».

Ainsi la dynastie Song a-t-elle marqué un tournant décisif au plan des innovations en matière scientifique et technologique, et favorisé par le biais d'un système de

tribut sur l'ensemble du territoire chinois l'émergence d'un ordre régional basé sur la division du travail. Le contrôle de la Route de la soie et la mise en place d'un système de communications et de transports euro-asiatique furent l'œuvre des Mongols entre le XII<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle, aidés par la république de Gênes. Cette dernière, malgré sa petite taille, a joué un rôle majeur entre les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles dans l'architecture politique et économique de l'espace méditerranéen (organisation logistique des croisades, création de colonies, esclavage), et dans le soutien au commerce et au développement des transports maritimes et terrestres entre l'Europe et l'Asie, sans oublier l'apport proprement scientifique des Gênois (invention de la comptabilité, mise en place d'un système bancaire pour le commerce international).

L'apport des Song, des Mongols et des Gênois s'inscrit dans le temps long, puisque les Ming, les Ottomans et les Vénitiens s'en inspireront par la suite. Ainsi, la dynastie des Ming rétablit-elle la grandeur des Song, du moins dans la première partie de leur règne qui s'achève au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, dès le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, les Ming se dotent d'une puissante marine de guerre et d'une armée de métier, dominant l'Asie orientale, mènent des expéditions jusqu'au Moyen-Orient, rétablissent et intensifient le système tributaire des Song *via* des missions diplomatiques et commerciales, révolutionnent la production artistique et artisanale, se lancent dans le commerce international avec les Portugais et les Hollandais, et enfin participent à tel point aux transferts entre l'Ancien et le Nouveau Monde que l'auteur estime que les prémisses d'un monde globalisé sont établies dès cette période.

Moins large que l'empire des Ming, l'empire des Ottomans s'inscrira davantage dans la durée (1299-1923), en couvrant néanmoins jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle un espace qui s'étend au sud de la Méditerranée, du Maroc à la Somalie, et au nord du golfe Persique jusqu'en Autriche. Le règne des Ottomans a permis la protection des routes du commerce des caravanes entre le Moyen-Orient et les ports de la Méditerranée, la protection des pèlerins musulmans (chiites et sunnites) en chemin vers les lieux saints, voire la protection des musulmans dans leur ensemble. La république de Venise enfin, succédant aux Gênois, longtemps liée à l'Empire de Byzance, a su s'accorder avec les Ottomans au XV<sup>e</sup> siècle, et s'assurer d'une place prépondérante entre Occident et Orient méditerranéen (byzantin, puis ottoman). Grâce à l'annexion et à la création de territoires, de colonies et de comptoirs en mer Adriatique et en mer Méditerranée, Venise est devenue l'une des principales puissances économiques et commerciales européennes. Dans la continuité de Gênes, elle garantit le fondement financier du système économique et commercial de son temps, assure les transports entre l'Europe et le Moyen-Orient, et contrôle l'essentiel du trafic commercial maritime en Méditerranée.

Aux Portugais et à leur premier empire colonial (1415-1580), on doit les « grandes découvertes », la réalisation des premières cartes maritimes de l'océan Atlantique et de l'océan Indien, la découverte de la route maritime vers les Indes, la sécurisation des transports maritimes dans l'océan Indien, le développement du commerce entre l'Europe et l'Inde (épices, produits de luxe), puis entre l'Europe et l'Amérique (esclaves). Aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, l'Espagne suit les traces de son

voisin en introduisant l'argent volé aux Indiens d'Amérique latine dans l'économie mondiale, en fournissant cartes et savoir-faire logistique maritimes, en combattant la piraterie et en protégeant (quoi qu'on en pense) l'Église catholique dans sa lutte contre les protestants.

Le xvii<sup>e</sup> siècle est à son tour marqué par une double hégémonie, à la fois terrestre et maritime. Sur mer, les Néerlandais profitent d'une incontestable avancée sur le plan scientifique et maritime pour transformer leurs conquêtes coloniales d'Asie en comptoirs assurant le commerce et leur prospérité. La France, quant à elle, connaît son apogée sur le plan militaire et culturel en Europe avec le règne de Louis XIV. Elle impose sa langue, sa culture et son art de vivre à l'Europe tout entière, tout en assurant son expansion coloniale en Amérique. Les échanges commerciaux et culturels de ce siècle sont le fait des Français et des Néerlandais – double hégémonie, double expansion stoppées sur mer et sur terre par la Grande-Bretagne à partir de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du xviii<sup>e</sup> siècle. À compter de ce moment et jusqu'en 1919, les Britanniques domineront, sur les plans commercial (échange triangulaire avec l'Amérique, l'Afrique et l'Asie), linguistique (l'anglais devient la *lingua franca*), militaire (elle est puissance victorieuse dans les deux Guerres mondiales) et scientifique (révolution industrielle). Enfin, les États-Unis dominent le monde dans deux phases distinctes : entre 1919 et 1989, puis depuis 1990 après la fin de la guerre froide. Domination globale, car à la fois militaire, économique, politique et culturelle. Une domination elle aussi condamnée à disparaître un jour, et à céder la place à une nouvelle puissance globale qui, du point de vue de l'auteur, ne peut être que la Chine.

Menzel souligne également que chaque puissance ainsi décrite a pu s'appuyer sur l'acquis des conquêtes et structures de domination de la puissance qui l'a précédée. Les Ming suivent les Song, les Ottomans les Mongols, les Portugais et les Espagnols bénéficient des efforts déployés par les Génois et les Vénitiens, les Britanniques de ceux des Néerlandais et des Français (eux-mêmes favorisés par le terrain préparé par le Portugal et l'Espagne). Enfin, les États-Unis succèdent presque naturellement aux Britanniques après la Grande Guerre.

Vu sous cet angle, le monde a connu une structure de domination hégémonique quasi ininterrompue depuis le x<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Toutefois, pour Menzel, puissance n'égal pas toute-puissance. Les puissances qui s'appuient sur des empires, sur la force militaire pure, sur la conquête sans souci de stabilisation post-confliktuelle sont celles qui disparaissent le plus rapidement. Ce fut le cas des empires des Mongols, des Espagnols ou des Français. En revanche, les puissances, la plupart de temps maritimes par ailleurs, dont l'objectif n'a pas été d'établir un pouvoir impérialiste, mais plutôt une politique hégémonique plus ou moins tolérée par les partenaires, sont aussi celles dont l'action a pu s'inscrire dans la plus longue durée. Les exemples les plus évidents de ce point de vue sont ceux des républiques de Gênes et de Venise, de l'empire portugais et des Pays-Bas – quatre États ou Villes-États dont les ressources propres, à la fois démographiques et économiques, n'étaient pas naturellement destinées à l'expansion. Exceptions à la règle : la Grande-Bretagne et les États-Unis, dont la domination a reposé à la fois sur le *soft power* et sur le *hard power*, la première ayant constitué l'empire par excellence. L'affaire est déjà plus complexe pour les

États-Unis, super-puissance démocratique qui a su, depuis 1945, livrer un bien public inestimable : la sécurité globale.

Ces quelques commentaires ne suffisent pas à rendre hommage aux plus de 1 200 pages d'un très grand livre d'histoire et de science politique. Superbement écrit et clair, cet ouvrage trouvera vite, espérons-le, un traducteur et un éditeur courageux en France.

**Hans Stark,**  
secrétaire général du Comité d'études  
des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

### MÉTHODE DE RECHERCHE EN RELATIONS INTERNATIONALES

Guillaume Devin (dir.)  
Paris, Presses de Sciences Po,  
2016, 280 pages

Cet ouvrage offre un tableau des différentes méthodes utilisées actuellement dans la recherche en relations internationales. Il est divisé en quatre grandes parties qui abordent successivement les questions de description et de comparaison, puis des cas plus concrets d'utilisation de différents types de ressources dans la discipline (archives diplomatiques, images, représentations spatiales ou portail internet de l'ONU). L'ouvrage évoque ensuite les questions de « terrain » (de la préparation à la pratique des entretiens). Enfin, une dernière partie très explicative évoque la question, généralement délaissée en France, des apports des approches quantitatives.

Il est donc bien question d'une « méthode », qui peut être utilisée à la fois par les étudiants, les doctorants souvent perdus dans les outils à leur disposition, ainsi que par toute personne qui s'interroge sur les méthodes de travail en relations internationales. En effet, cet ouvrage est construit sur un ensemble de contributions laissant s'exprimer spécialistes et praticiens, avec pour résultat un propos clair et très pédagogique. L'aridité de certaines approches théoriques ou chiffrées, la technicité de certains logiciels d'analyse – lexicométrique notamment – sont toujours explicitées par des cas concrets d'analyse (analyse comparée des discours de Bush Jr. et d'Obama, ou représentations cartographiques des

migrations internationales...), ce qui attise la curiosité envers les diverses approches abordées.

Par ailleurs, les auteurs insistent sur la complémentarité des méthodes, ce qui peut rassurer les jeunes chercheurs qui craignent trop souvent le « bricolage » pouvant résulter de l'utilisation d'outils d'analyse de types différents. Cette vision permet également d'ouvrir d'autres perspectives pour le questionnement d'un objet de recherche donné. Ainsi, les chapitres sur l'analyse d'image, ou sur la représentation graphique dans l'analyse de discours (sous forme de nuages de mots clés pour un corpus de texte) sont particulièrement intéressants et actuels, dans un contexte où le déferlement d'images est quotidien, et où l'infographie devient un des supports explicatifs privilégiés par les médias. Cet ouvrage pousse donc à s'interroger à la fois sur la nature des ressources mobilisables lorsque l'on traite de sujets de relations internationales mais surtout sur leur combinaison possible.

Ce livre constitue une bonne introduction et un bilan clair des grandes techniques d'analyse en relations internationales. Il peut apparaître comme trop général pour les familiers de certaines méthodes, mais il a le mérite d'articuler réflexions théoriques et conseils pour la pratique. Les références bibliographiques proposées pour chaque approche donnent un bon aperçu des ouvrages de référence, et l'on peut également y trouver des réponses à des questions concrètes, trop souvent peu abordées, sur l'élaboration même de la recherche (préparation du terrain, enjeux des entretiens, question de confidentialité...). Praticiens comme étudiants en relations internationales pourront donc y trouver des éléments d'interrogation sur les outils

qu'ils utilisent, mais aussi des perspectives techniques nouvelles pour leur recherche.

**Pauline Poupart**

## **OXFORD HANDBOOK OF COMPARATIVE REGIONALISM**

Tanja A. Börzel et Thomas Risse  
Oxford, Oxford University Press,  
2016, 682 pages

Le *Oxford Handbook of Comparative Regionalism* est à ce jour la plus riche contribution actant et consolidant l'émergence d'un sous-champ disciplinaire au croisement de la politique comparée, des *area studies* et des relations internationales. Les deux auteurs, Tanja Börzel et Thomas Risse, ambitionnent de rassembler, ordonner et classer, afin de donner une meilleure perspective sur les ordres régionaux et leurs fonctionnements. Ils promeuvent un nouvel agenda de recherche en incitant à décentrer le regard par rapport à l'Europe, en montrant comment l'étude de la régionalisation peut être intégrée à l'étude du régionalisme, ainsi qu'en élargissant l'agenda du régionalisme comparé au-delà du commerce et de la sécurité. À cette fin, les 27 chapitres de l'ouvrage sont articulés autour de quatre axes abordant successivement les approches théoriques du régionalisme comparé, les ordres régionaux, les secteurs de gouvernance régionale, et des aspects institutionnels.

Le travail de positionnement des objets et de clarification conceptuelle permet de répondre aux objectifs posés. Les propositions conceptuelles de Börzel et Risse contribuent à clarifier plusieurs décennies de débats conceptuels ainsi qu'à défricher un vaste

champ destiné au travail comparatif. Les deux auteurs proposent de penser les *ordres régionaux* comme une combinaison de la *régionalisation*, c'est-à-dire du « processus croissant d'interactions économique, politique, sociale ou culturelle entre des États ou sociétés géographiquement ou culturellement contiguës », et du *régionalisme*, entendu comme « le processus conduit par les États de construction et maintien d'institutions et organisations régionales formelles entre au moins trois États ». Ces définitions se détachent de l'héritage conceptuel des études de l'intégration européenne, sans les écarter, et rendent possible la comparaison par le *scope* (étendue) et le *level* (niveau) des ordres régionaux en distinguant ce qui relève de la coopération régionale (coordination interétatique) et de l'intégration régionale (comprenant un transfert d'autorité).

Les deux auteurs proposent une formalisation du cadre comparatif autour de trois axes : l'émergence du régionalisme, les conceptions institutionnelles, les effets du régionalisme. Ces axes permettent de dépasser la prétention à l'explication globale des grandes théories classiques (néofonctionnalisme, intergouvernementalisme), et de poser les jalons de futurs et plus amples travaux comparatifs. Les annexes institutionnelles et organisationnelles de fin de chapitres constituent pour cela une ressource empirique précieuse pour explorer les micro-fondations formelles et informelles des institutions et/ou organisations régionales, à travers notamment un regard spécifique sur le pouvoir des acteurs (*agency*). À cet égard, si certaines analyses demeurent encore parfois désincarnées, concernant les acteurs et leurs interactions, l'agenda de recherche sur le régionalisme comparé pourra se nourrir de la sociologie des organisations



internationales (Nay et Petiteville, 2011), ainsi que de *l'administrative* (Tröndal, 2007 ; Egeberg, 2010) et *practice turn* (Adler-Nissen, 2016), afin de réintégrer l'informalité au cœur du régionalisme, sans le renfermer dans la dynamique de régionalisation, en ouvrant encore le vaste champ comparatif défriché par cet ouvrage désormais incontournable pour qui veut étudier et comprendre le phénomène régional.

**Kevin Parthenay**

### **LE PROCÈS DES DROITS DE L'HOMME. GÉNÉALOGIE DU SCEPTICISME DÉMOCRATIQUE**

Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère  
Paris, Seuil, 2016, 352 pages

La dénonciation du « droit-de-l'hommeisme » est devenue un passage obligé des autoproclamés « réalistes » se gaussant des naïfs idéalistes et irresponsables incapables de comprendre les réalités des rapports de puissance. Plus généralement, les droits de l'homme sont régulièrement accusés de susciter un ensemble d'effets pervers : atomisation des relations sociales, revendications illimitées de la part de minorités agissantes, disparition des ordres sociaux naturels et abolition des limites anthropologiques, etc. Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère dressent ici une généalogie de ces critiques, identifiant cinq familles intellectuelles dont les analyses alimentent la critique contemporaine.

Le premier courant, antimoderne, voit dans les droits de l'homme une destruction de l'ordre juste et est représenté aujourd'hui par des auteurs comme Michel Villey ou Alasdair MacIntyre.

Pour ce courant, le libéralisme politique en général et les droits de l'homme en particulier sont le produit d'une négation du fait que la dignité de la personne est consubstantielle à sa participation au bien commun. Ce bien commun est lui-même justifié théologiquement par la dépendance de la créature à la création, et la nécessité qui en découle d'une société organique, hiérarchique et théologique.

Le deuxième courant, antimoderne lui aussi, oppose les droits de l'homme à la politique. Selon ces auteurs, le libéralisme individualiste dont découlent les droits de l'homme est la négation même de la politique et de ce qui fonde son caractère spécifique : l'organisation de la vie des hommes dans une société donnée. Carl Schmitt, Julien Freund ou Alain de Benoist sont caractéristiques de ce courant.

Le troisième courant, communautaire, part de la modernité elle-même pour dénoncer l'effet pervers des droits de l'homme. Cette critique dénonce une conception abstraite des individus qui seraient simplement titulaires de droits, oubliant le caractère contextualisé de l'existence et déplaçant le centre de gravité des discours politiques vers la seule défense des libertés, transformant les citoyens en consommateurs égoïstes de droits individuels. Ce courant est incarné par Michael Sandel ou Christophe Lasch.

Le quatrième courant est franco-français, et peu connecté aux débats philosophiques internationaux. Il est incarné par Marcel Gauchet, Pierre Manent, Jean-Claude Milner ou Régis Debray, et peut être qualifié de « néorépublicain ». Il s'agit d'une critique d'une forme d'intégrisme démocratique qui dégènerait en individualisme radical, finalement contraire à la version



«originelle» de la déclaration des Droits de l'homme de 1789.

Enfin, le cinquième courant vient de la critique radicale originellement formulée par Marx et poursuivie par Foucault, Deleuze ou Badiou. Dans cette version, les droits de l'homme ne sont que des droits «formels», masquant les processus de domination et de reproduction de l'ordre social inhérents aux sociétés libérales.

Outre l'établissement de la généalogie intellectuelle de ces critiques, les auteurs en pointent les limites et contradictions internes, ce qui rend la lecture d'autant plus stimulante. Pour les internationalistes, même si l'ouvrage n'aborde pas directement le sujet, il est une source féconde de réflexion pour éviter la double impasse du faux réalisme (qui n'est que cynisme) pour qui «les droits de l'homme ne sont pas une politique étrangère», et de l'instrumentalisation des droits de l'homme par les néoconservateurs au profit d'un certain interventionnisme militaire aux relents impérialistes.

**Olivier Schmitt**

**WELCOME TO THE POISON CHALICE.  
THE DESTRUCTION OF GREECE  
AND THE FUTURE OF EUROPE**

James K. Galbraith  
New Haven, Yale University Press,  
2016, 232 pages

Quand en janvier 2015, Yanis Varoufakis accueille James Galbraith dans les locaux du ministère grec des Finances, il lui dit : «Bienvenue au pays du calice empoisonné!». Galbraith, professeur à l'université du Texas à Austin, est très actif dans les milieux socio-démocrates

européens. Il arrive à Athènes avec quelques banquiers de Lazard pour y conseiller le nouveau ministre. Il y reviendra quelques jours par mois jusqu'en juillet et sera l'un des experts du «plan B», c'est-à-dire des mesures que la Grèce aurait dû prendre si elle était sortie de la zone euro. Galbraith publie dans ce livre ses différentes contributions au débat sur la gestion européenne de la crise grecque. On y trouve les conférences qu'il a données pour des cercles de réflexion européens, des tribunes publiées dans la presse depuis mai 2010, quelques courriels, ainsi que des mémos écrits pour Varoufakis.

La thèse générale de l'ouvrage est (bien) connue. La politique d'austérité budgétaire, imposée par l'Union européenne, et plus particulièrement un certain nombre de pays, était vouée à l'échec au regard de son but, à savoir améliorer la soutenabilité des dettes publiques. En effet, elle a créé une récession qui réduit le PIB beaucoup plus vite qu'elle ne dégage les ressources nécessaires au remboursement de la dette. En fin de compte, le ratio d'endettement augmente, et toute la population s'appauvrit sans que les dettes en soient plus soutenables. Galbraith ajoute que les problèmes budgétaires de la Grèce étaient amplifiés par les inefficacités d'un État défaillant (notamment pour la collecte de l'impôt), et une classe politique incapable de proposer des solutions aux souffrances du pays. C'est sur la base de ce diagnostic que le gouvernement dirigé par Tsipras, dès son entrée en fonction, aurait donné son accord à 70 % des mesures requises par les institutions internationales en charge de négocier une solution à la crise grecque, tout en refusant les 30 % de mesures qui avaient un effet dépressif sur l'activité économique. La suite est

connue : l'échec des négociations et le référendum de juillet 2015.

L'ouvrage n'ajoute pas beaucoup d'informations au lecteur attentif de la presse internationale. Il recèle cependant quelques documents intéressants, notamment les courriels envoyés à l'adjointe du secrétaire au Trésor des États-Unis, dans lesquels Galbraith décrit les intentions du gouvernement Tsipras. L'ouvrage contient également quelques notes écrites du « plan B ». Ces notes sont très générales, au point que le lecteur se demande si la sortie de la Grèce a été sérieusement considérée. Les différentes tribunes reflètent incontestablement le goût de Galbraith pour la polémique et présentent des opinions tranchées et parfois discutables. Son approche des processus de décision européens est toutefois particulièrement stimulante. Son diagnostic est que le projet européen échouera sans changement des processus de décision, sans passage d'une organisation confédérale à une organisation fédérale. L'architecture actuelle favoriserait la prise de décision permettant de rejeter la faute sur les autres, plutôt que la fabrication de solutions mutuellement avantageuses. Ce livre peut finalement être lu comme un témoignage polémique sur un sujet crucial pour l'avenir de l'Union.

**Vincent Bignon**

### **THE PUZZLE OF NON-WESTERN DEMOCRACY**

Richard Youngs  
Washington D.C., Carnegie  
Endowment for International Peace,  
2015, 240 pages

La démocratie libérale telle que la conçoit l'Occident est-elle la seule

forme viable de démocratie ? N'est-elle pas victime d'un individualisme qui en détruit le principe ? Ne doit-on pas admettre, au nom du respect des identités culturelles, qu'il existe *des* modèles alternatifs et « illibéraux » à la vision occidentale de la démocratie ? Ces questions qui sous-tendent la politique d'un Poutine, d'un Orban, et toute une partie du discours politique de la Chine ou de l'Iran sont au cœur de cet ouvrage. Les critiques de la démocratie libérale ne sont pas nouvelles : le *xx<sup>e</sup>* siècle a connu des critiques du libéralisme au nom des idéologies nationale-socialiste ou prolétarienne. Mais le livre de Youngs se distingue en ce qu'il propose une approche globale de la critique du modèle occidental, associant analyse géopolitique et réflexion théorique : « Bien souvent, les appels à une conception non occidentale de la démocratie renvoient au défi d'un renouvellement (*reimagining*) de la démocratie en général. »

L'auteur plaide essentiellement pour un « libéralisme renforcé » (*liberalism plus*). On peut admettre fondamentalement le principe d'une variation démocratique selon les régions du monde ; mais variations et expérimentations doivent se faire autour d'un corps de principes intangibles – participation aux décisions politiques, tolérance, capacité à rendre compte de son action (*accountability*) –, et de propositions concrètes : soutien aux droits des communautés et pas uniquement aux individus afin de les rendre plus efficaces en termes de contrôle démocratique ; critique du néolibéralisme et défense du libéralisme comme justice économique ; mise en place de formes alternatives de représentations et d'action politique au moyen des nouvelles technologies ou de budgets participatifs ; recours aux traditions juridiques locales dans la mesure où

elles fournissent des modalités de participation démocratique.

L'auteur tente ainsi de satisfaire deux exigences. D'une part le refus d'une conception uniforme de la démocratie comme le montre son intérêt pour le projet d'étude «The Varieties of Democracy», qui évalue la situation démocratique en fonction des conditions locales. D'autre part sa méfiance envers toute critique du libéralisme camouflant des pratiques autoritaires. Les propositions de Youngs sont toujours avancées avec discernement et accompagnées d'un tableau du rapport à la démocratie dans le monde, ainsi que d'une analyse des conséquences sur le plan géopolitique du concept de «variations démocratiques». On regrette presque que le livre ne soit pas plus étendu, tant les questions abordées campent au cœur de certains des débats actuels les plus brûlants.

L'ouvrage aurait sans doute gagné à prendre en compte les variations démocratiques présentes au sein même du monde occidental. Déjà Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856) proposait des analyses classiques sur la passion des Français pour l'égalité qu'il opposait à l'attachement des Anglo-américains pour la liberté. Ce type de distinctions développées au niveau des institutions ou de la culture politique aurait permis de voir qu'il existe déjà des «variations démocratiques» entre la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, et comment elles permettent des formes diverses de libéralisme selon les traditions politiques nationales. Cette remarque ne retire rien à cet ouvrage dense, passionnant, et qui mériterait d'être traduit au moins en extraits en français.

**Pierre Baudry**

## LE FONDAMENTALISME ISLAMIQUE. DÉCRYPTAGE D'UNE LOGIQUE

Michel Younes (dir.)

Paris, Karthala, 2016, 224 pages

Ce livre réunit théologiens (Chaieb), philosophes (Souchard), politistes (Amghar) et hommes de religion (Dockwiller). C'est là l'une des grandes originalités de cet ouvrage : en associant des intellectuels de formations bien distinctes, il permet de confronter des pistes de réflexion souvent présentées comme contradictoires. Alors que le texte coranique est de plus en plus appréhendé comme facteur de violence en soi et pour soi, réinscrire le fondamentalisme islamique parmi les autres fondamentalismes est une entreprise salutaire. Sans négliger les singularités que pourrait recouvrir l'acception d'un Coran incréé, nombreuses sont les contributions mettant en exergue les similitudes entre les fondamentalismes, notamment la référence absolue à un Livre qui leur est commune.

Le fondamentalisme précède-t-il la modernité ou est-il une réaction religieuse à celle-ci ? La majeure partie des contributions de l'ouvrage contribue à ce débat. Le fondamentalisme islamique trouve son origine dans le hanbalisme, école juridique du IX<sup>e</sup> siècle qui inaugure un rapport immédiat au texte. Il prend également racine dans la pensée d'Ibn Taymiyya au XIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que dans le cheminement intellectuel des réformistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, s'il n'a pas attendu la modernité pour exister, force est de constater que le fondamentalisme est aussi l'expression d'une réaction à la modernité. Pour résoudre ce paradoxe, d'autres pistes sont suivies : plutôt que comme la conséquence d'un désenchantement du monde inauguré par l'époque moderne, le fondamentalisme

apparaît comme une réaction au vide de sens que caractérise notre époque postmoderne.

Consacrée aux indicateurs du fondamentalisme, la seconde partie de l'ouvrage reste fidèle à sa démarche initiale : sortir des catégories arbitraires entre Frères musulmans et salafistes, en confrontant les recueils de hadith issus de ces différentes mouvances, tout en soulignant leur diversité dans la manière d'appréhender les textes. Les corpus hanbalites se distinguent par leur incapacité à penser une quelconque adaptabilité aux sociétés contemporaines, tandis que les corpus du Conseil européen de la Fatwa insistent sur la nécessité de légiférer dans un contexte européen où les musulmans sont minoritaires. Le Maroc, appréhendé ici comme un fondamentalisme d'État dans une société sécularisée, aurait pu facilement s'intégrer à la première partie, d'autant que Moulay Slimane, qui imposa aux Marocains de renoncer aux rituels ancestraux, était un contemporain d'Abd Al-Wahhab. Voyant dans le retour aux fondements une source de libération plutôt que d'imitation, le « fondamentalisme rationaliste » d'Al-Fassi offre une fructueuse déclinaison nationale de l'expérience fondatrice saoudienne. Si le hanbalisme a nourri le salafisme, d'autres écoles théologiques, tel le rite malékite, ont pu donner à voir des formes de fondamentalisme.

Tout en soulignant l'existence d'un socle idéologique commun à l'ensemble des acteurs islamistes, l'ouvrage ne fait pas l'impasse sur les disparités au sein même de chacune de ces familles. Si l'interprétation du djihad par les salafistes quiétistes peut servir de matrice idéologique aux partisans de la guerre sainte, la violence djihadiste ne saurait s'entendre à la seule aune de ce facteur.

Cet ouvrage contribue aux débats qui opposent de manière trop souvent caricaturale les politistes : entre ceux qui voient dans le djihadisme le symptôme d'une radicalité étrangère à l'islam, et ceux pour qui le djihadisme ne serait qu'un avatar du salafisme.

**Leila Seurat**

## HISTOIRE

### CINQUANTE ANS DE CRISES FINANCIÈRES

Jacques de Larosière  
Paris, Odile Jacob, 2016,  
272 pages

Jacques de Larosière présente un témoignage précieux sur les épisodes les plus dramatiques, et déterminants, concernant l'économie européenne et mondiale des années 1960 aux années 1990. La richesse de son parcours lui a permis d'accumuler de multiples expériences, dans l'administration publique française, certaines organisations internationales et divers conseils d'administration.

L'auteur ouvre son récit sur une évocation de ses origines familiales, de son enfance et de sa formation. Il énumère ses postes successifs dans l'administration publique française aux chapitres IV à VI, avant de se pencher dans les chapitres VII à IX sur ses années à la tête du Fonds monétaire international (FMI), puis à la Banque de France et enfin à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le livre se conclut sur un exposé de ses expériences comme conseiller de banques et d'entreprises, ou encore dans d'autres activités :

enseignant à Sciences Po ou participant récurrent à l'Institut de la finance internationale. Dans la dernière partie de l'ouvrage, l'auteur livre ses réflexions sur les crises des années 1990 et celles qui ont affecté plus récemment l'Europe, et en particulier la Grèce en 2010.

Ce livre nous fournit un aperçu utile et complémentaire aux travaux déjà existants sur l'histoire du FMI ou sur la construction monétaire européenne. L'auteur a le mérite de nous faire part de ses impressions personnelles, aidant le lecteur à comprendre les dilemmes ou les conflits des moments de haute tension. Ses analyses sont accompagnées de passages tantôt plaisants, tantôt moins, sur sa vie familiale.

Cet ouvrage propose enfin une vision générale sur les origines des problèmes contemporains de l'économie mondiale. L'auteur insiste sur les effets particulièrement néfastes de l'effondrement du système de Bretton Woods, et sur le déficit de coordination qui s'est ensuivi en matière de politique monétaire dans les pays du G7. Cette problématique revient lorsque la discussion s'ouvre sur la construction de la monnaie européenne, la surveillance bancaire ou les politiques budgétaires. Enfin, l'instabilité monétaire et l'augmentation des dettes publiques ne seraient qu'un symptôme d'un problème plus profond, de nature structurelle, à l'origine de la crise en Europe et surtout en Grèce. Larosière critique ouvertement la gestion de cette tourmente par le FMI. L'institution a eu à son sens le tort de privilégier les bonnes relations avec ses actionnaires plutôt que de suivre les procédures prédéfinies. La seconde option aurait conduit à une restructuration des dettes dès le début de la crise, ce qui eût été de toute évidence préférable.

L'élégante narration des événements et la clarté de l'argumentation emmènent le lecteur dans un passionnant voyage à travers le temps. Comme dans tout récit autobiographique, certaines questions restent cependant sans réponse. Jacques de Larosière revient fréquemment sur la rationalité des décisions prises, mais il n'exprime aucun regret. Ce qui a de quoi surprendre quand on sait qu'il a dû faire face à la pire crise des dettes souveraines de l'après-guerre (en 1982-1985), et s'engager dans des politiques toujours très controversées, qui ont ouvert la voie au célèbre « consensus de Washington ». Cette carence invite implicitement, à partir des expériences de l'histoire récente, à quelque circonspection sur les défis actuels et les réponses qui leur sont apportées.

**Juan Flores Zendejas**

## **TERRORISME ET MONDIALISATION. APPROCHES HISTORIQUES**

Jenny Raflik

Paris, Gallimard, 2016, 416 pages

L'analyse du phénomène terroriste souffre de nombreuses lacunes. Parmi elles, une certaine forme de paresse intellectuelle qui consiste à limiter sa pensée à la visée de son regard. Là où les politistes l'imaginent en complot ou en stratégie, les sociologues y voient le produit de rapports de force collectifs, et les psychologues de trajectoires individuelles disloquées. Les orientalistes essentialisent autour des marges honteuses d'une religion, et tous, finalement, abandonnent les praticiens de la lutte antiterroriste aux thèses souvent les plus bruyantes et les plus simplificatrices. Les anthropologues se taisent encore (s'agissant pourtant d'une



violence archaïque, d'une loi du sang clanique). Mais ce n'est plus le cas des historiens, et ils sont les bienvenus tant la mise en perspective d'un événement aide à sa compréhension.

Ne nous ont-ils d'ailleurs pas déjà appris que le premier acte terroriste remontait à la mise en scène de l'assassinat de Cicéron par les hommes de main d'Antoine, ou encore que la première guerre contre le terrorisme fut menée par Pompée le Grand qui, après l'attaque du port d'Ostie par des pirates, se lança dans une campagne militaire pour installer ses comptoirs sur le pourtour méditerranéen et assurer sa carrière politique ? Mais Jenny Raflik fait preuve ici de moins d'audace, prenant par exemple la mondialisation comme une donnée de nature des relations internationales, oubliant ses ressorts politiques, et faisant de même pour la coopération antiterroriste.

Nous sommes pourtant en présence d'un ouvrage ambitieux, alerte, documenté et pédagogique. Il apportera au néophyte une somme ordonnée et sérieuse de connaissances, mais au spécialiste un cas d'école des contraintes académiques qui pèsent sur un tel sujet. Faute d'avoir pertinemment défini celui-ci, d'avoir suffisamment diversifié ses sources (la surreprésentation de notes déclassifiées de la NSA laisse perplexe), et de s'être assez projeté dans le passé – alors que c'est justement les rares fois où il se lance en deçà du xx<sup>e</sup> siècle qu'il s'avère le plus convaincant –, l'auteur réduit son travail à l'étude du terrorisme anti-occidental depuis une trentaine d'années au travers des yeux américains... D'où d'inévitables raccourcis et stéréotypes.

Alors, certes, l'auteur pose les bonnes questions – pourquoi parle-t-on de terrorisme « global » depuis le

11 septembre 2001 ? – mais sans y voir autre chose qu'une concomitance. Certes, on souligne les difficultés à saisir le profil des terroristes, mais sans renoncer pour autant à leur caractérisation. Et puis, sur un tel sujet, peut-on réellement expédier en 13 pages (sur près de 400) l'influence des médias sur le phénomène terroriste, pourtant constitutive ? Enfin, ce travail a malheureusement été rédigé avant l'acmé de Daech, qui offre aujourd'hui en creux à l'Occident sa face la plus primitive, son masque le plus terrifiant.

Reste que cet ouvrage est parsemé de ces mille petits événements historiques qui viennent encore parfois éclairer notre actualité. Comme le vote de cet *Anarchist Exclusion Act* de 1903, adopté aux États-Unis après le meurtre du président McKinley afin d'empêcher l'immigration anarchiste, alors que l'assassin était simplement né à Détroit de parents immigrés polonais.

**François Thuillier**

## LA GUERRE SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

Philippe Sidos

Paris, Economica, 2016, 320 pages

Philippe Sidos, officier de l'armée de Terre et docteur en histoire a une très bonne connaissance de la Russie et de l'Asie centrale puisqu'il a été affecté comme attaché militaire à Moscou, au Tadjikistan et au Kazakhstan. Il a aussi servi pendant trois ans au sein de l'état-major opérationnel de l'OTAN en charge des opérations en Afghanistan. Sa connaissance du russe lui a permis d'accéder à de nombreuses sources peu traitées dans la littérature francophone sur la guerre soviétique en Afghanistan.

La thèse défendue par l'auteur est que les résultats opérationnels de l'Armée rouge ne sont pas – contrairement à une idée répandue – catastrophiques. L'outil militaire soviétique a fait preuve d'une indéniable capacité d'adaptation, réussissant à obtenir de réels effets sur le terrain, notamment grâce à l'action de quelques unités d'élite.

Le colonel Sidos suit un plan en trois parties équilibrées. Dans la première, «L'engrenage vers une intervention limitée», il décrit l'arrière-plan historique de l'intervention et son contexte géopolitique. Y sont développées les différentes étapes de la guerre, de l'installation à la nécessité de sortir d'une impasse militaire et politique en réussissant le retrait. La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à décrire le processus d'adaptation de l'armée soviétique à la contre-insurrection. La préparation avant le déploiement a notamment dû être revue, pour développer les qualités physiques des troupes. Les modes d'action ont évolué, en particulier avec l'emploi systématique des hélicoptères à partir de 1984-1985, afin d'améliorer la mobilité. La mauvaise formation des cadres soviétiques et les grandes difficultés éprouvées pour former une armée afghane efficace ont cependant limité les résultats. La dernière partie du livre est consacrée aux Soviétiques au combat. L'auteur débute par les parachutistes qui portèrent largement le poids des offensives et constituèrent l'essentiel de la force de contre-insurrection soviétique. Les *Spetsnatz* (forces spéciales) connurent leur heure de gloire pendant cette guerre, notamment au travers de leurs embuscades contre les caravanes chargées de convoier combattants et matériel depuis le Pakistan vers l'Afghanistan. Le conflit comporta aussi d'importants aspects aériens avec, bien entendu, le rôle des hélicoptères, mais aussi celui

joué par les avions pour l'appui aérien et la logistique. Philippe Sidos offre un éclairage détaillé et particulièrement intéressant sur l'impact des missiles anti-aériens *Stinger*, soulignant que l'introduction de ces armes n'a pas eu l'effet décisif que l'on croit trop souvent. Les *Stinger* ne chassèrent pas les aéronefs soviétiques du ciel, en particulier du fait de l'adaptation des procédures de vol.

En conclusion de cette étude de grande qualité, l'auteur nous offre deux réflexions intéressantes. Tout d'abord, il se demande si les difficultés rencontrées au cours de l'intervention massive de 1979 n'ont pas pesé sur le choix de modes d'actions «autres» en Crimée et au Donbass. Ensuite, il s'interroge sur le retrait russe d'Afghanistan, qui n'est probablement pas définitif.

Rémy Hémez

## HISTOIRE DE L'IRLANDE DE 1912 À NOS JOURS

Alexandra Slaby

Paris, Tallandier, 2016, 464 pages

Cet ouvrage paraît cent ans après l'insurrection de Pâques 1916, qui a donné lieu à de nombreuses commémorations. Même si le bien-fondé de l'insurrection continue à faire débat, elle demeure, bien que minoritaire, la grande césure de ce xx<sup>e</sup> siècle irlandais, associée à une symbolique qui continue de hanter l'imaginaire collectif. L'auteur toutefois ne choisit pas d'ouvrir son étude à cette date mais par l'année 1912, où le projet d'autonomie destiné à toute l'Irlande (*Home Rule*) recevait à nouveau l'aval de la Chambre des communes sans le risque d'être bloqué par les Lords.



1912 et 1916 renvoient à deux visions distinctes et concurrentielles de la nation irlandaise, à deux projets politiques divergents autant par les moyens (voie parlementaire ou lutte armée) que par l'objectif ultime (autonomie sous l'autorité de la Couronne ou pleine indépendance). Du fait de l'intrusion d'un conflit mondial qui allait peser sur le destin de l'Europe et de l'hostilité des Unionistes d'Ulster, farouchement opposés à tout compromis avec les Nationalistes, le projet de *Home Rule* sera abandonné, cédant le pas à la guerre d'indépendance, l'escalade de la violence, la partition de l'île et le chaos de la guerre civile dont les séquelles marqueront la vie politique de l'Irlande dans les décennies suivantes.

En interrogeant le travail des historiens passés et contemporains, l'auteur pose la question de l'historiographie qui, après avoir été longuement dépourvue de sens critique vis-à-vis des héros nationalistes, a, dans les années 1970, fait apparaître une lecture «révisionniste» qui entend déconstruire les récits hagiographiques. Entre deux lectures aussi tranchées, Alexandra Slaby parvient à livrer une analyse contrastée et nuancée, à l'abri de tout *a priori*.

Le livre suit un découpage chronologique réparti en dix chapitres qui peuvent se lire séparément comme autant de tranches d'histoire. Il propose également une galerie de portraits fouillés de ceux qui ont fait l'Irlande et changé le cours de son histoire. Parmi tant d'autres, la haute stature de De Valera, seul survivant de l'exécutif des Pâques sanglantes, domine sans conteste.

Un certain nombre de questions sont parallèlement traitées avec doigté et talent. Il en est ainsi de la neutralité

irlandaise et des répercussions qu'elle a eues sur les relations de l'Irlande avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, de l'évolution du système politique des «deux partis et demi», spécificité irlandaise qui, malgré ses insuffisances, a réussi à instaurer une alternance démocratique et des transitions sereines, ainsi que de la place de l'Église catholique et de l'emprise qu'elle conserva si longtemps sur les esprits jusqu'à ce que son déclin s'amorce de façon irrémédiable, après les nombreux scandales et abus qui entachèrent la réputation de tout un clergé.

L'on ne peut que rendre hommage à cette précieuse contribution qui séduit par la pertinence de ses analyses et son approche pluridisciplinaire intégrant des observations et des réflexions sur les politiques culturelles, la littérature et le cinéma. L'auteur parvient largement à éviter le récit fastidieux en proposant une chronique au style alerte, émaillée de commentaires instructifs et éclairants pour le lecteur avisé qui trouvera dans les nombreuses notes et une importante bibliographie tous les outils nécessaires pour approfondir sa réflexion sur «le peuple le plus résilient au monde».

**Marie-Claire Considère-Charon**

### **GREEN PARTIES IN EUROPE**

Émilie van Haute (dir.)

Bruxelles, Routledge/Université libre de Bruxelles, 2016, 338 pages

L'écologie politique et électorale a plus de 40 ans, et les partis qui l'incarnent sont bien installés dans l'espace politique européen. Ils sont entrés au Parlement européen, dans

les parlements nationaux, dans les conseils locaux et régionaux avec une grande diversité de labels, de projets et d'alliances. Ils ont également participé à des gouvernements de coalition dans neuf pays de l'Union européenne. Pourtant, la question de l'unité de la famille politique verte demeurerait peu expliquée systématiquement, en partie parce que l'on ne disposait pas de données comparatives suffisantes. Émilie van Haute a réuni une équipe d'experts internationaux, familiers pour certains de ces organisations depuis plus de 20 ans, pour proposer un bilan des savoirs sur les partis verts. Leur travail démontre l'existence d'une famille partisane nouvelle à part entière.

Le travail éditorial et de direction est remarquable. Introduction et conclusion encadrent de manière stricte et concise des chapitres eux-mêmes assez courts, qui donnent un panorama synthétique des évolutions, mais aussi réflexif et analytique mettant en lumière les points névralgiques des organisations considérées. L'ouvrage est divisé en deux parties. La première comprend dix études de cas portant sur un seul parti (comme EELV ou Die Grünen), ou comparant deux ou trois partis (les partis belges, scandinaves ou d'Europe du Sud), ou le groupe du Parlement européen. Bruno Villalba analyse ainsi les tensions internes aux Verts français et leurs difficultés à construire l'unité du mouvement politique. Niklas Bolin interroge l'apparent succès des écologistes suédois et finlandais qui partagent des visions très proches mais dont les succès sont étroitement dépendants des contextes institutionnels dans lesquels ils évoluent (le parti suédois est contraint par les résultats du partenaire social démocrate ; les Finnois ont participé à plusieurs

gouvernements de coalition et l'élection présidentielle a pu leur servir de vitrine).

Les quatre chapitres de la deuxième partie présentent des précisions précieuses pour qui aspire à une vision d'ensemble de cette famille. Ils analysent par exemple les entrées et sorties des coalitions, mettent en lumière la nécessaire phase d'apprentissage institutionnel qui permet de négocier alliances électorales, portefeuilles ministériels et concessions politiques. Ils soulignent les traits identitaires des écologistes et leurs difficultés à conserver à la fois leur autonomie, leurs différences (y compris en tant qu'organisations résistant à la professionnalisation politique). Benoît Rihoux analyse l'institutionnalisation des rebelles d'autrefois, en s'attachant particulièrement aux effets sur les implications organisationnelles.

Au final, cet ouvrage est un excellent exemple de travail cumulatif et comparatif. Il est plus qu'une collection de chapitres disparates et est à la hauteur de son ambition : passer l'écologie politique européenne au crible de la science politique. On regrettera néanmoins l'absence d'un chapitre sur les effets de ces partis sur les systèmes partisans et sur les programmes électoraux de leurs adversaires et partenaires de coalition. Peut-on attribuer à l'écologie électorale le verdissement (modeste) des partis de gouvernement ? Si cet impact existe, est-il lié aux nécessités de la compétition électorale, ou à la capacité des Verts à négocier des accords de gouvernement ?

**Florence Faucher**

## ÉCONOMIE

### STATE CAPITALISM – HOW THE RETURN OF STATISM IS TRANSFORMING THE WORLD

Joshua Kurlantzick

Oxford, Oxford University Press, 2016, 296 pages

Joshua Kurlantzick, connu pour ses travaux sur le *soft power* chinois, étudie l'influence grandissante du capitalisme d'État depuis deux décennies. Définissant celui-ci comme toute économie dans laquelle au moins un tiers des 500 plus grosses entreprises nationales sont contrôlées directement ou indirectement par l'État, l'auteur précise d'emblée que plusieurs capitalismes d'État coexistent dans le monde. Les moins efficaces sont généralement les plus autocratiques (Algérie, Arabie Saoudite, Égypte, Iran, Ouzbékistan, Russie et Venezuela), en raison de leur incapacité chronique à innover et du comportement prédateur des élites politiques.

De nombreuses raisons expliqueraient la résurgence du capitalisme d'État : la multiplication des « autocrates élus » (sur le modèle de Thaksin Shinawatra en Thaïlande) ; l'autopromotion lancée par des États (la Chine et Singapour) qui pouvaient – et peuvent toujours – mettre en exergue leur insolente réussite économique ; la crise du capitalisme de marché de 2007-2008, et les renflouements massifs décidés par les gouvernements occidentaux ; l'essor des fonds souverains dans les pays émergents ; enfin le sentiment de plus en plus répandu que l'interventionnisme est indispensable pour constituer des géants mondiaux et ainsi réaliser des économies d'échelle.

Quoique fasciné par la réussite du « modèle chinois », Kurlantzick n'en considère pas moins que le capitalisme d'État présente plusieurs limites. Il tend à saper les valeurs démocratiques et l'état de droit, comme en Thaïlande, en Argentine et en Afrique du Sud. Ensuite, il est voué à l'essoufflement s'il s'avère incapable d'innover, d'améliorer le système éducatif et d'éliminer progressivement le népotisme. À cet égard, la Malaisie est tout particulièrement critiquée. L'auteur déplore aussi que l'étatisme puisse servir de contre-modèle à l'économie de marché. Deux systèmes semblent suffisamment efficaces et légitimes pour inspirer des pays émergents et en développement : le capitalisme chinois et le capitalisme singapourien. Le premier a une base éminemment politique et souverainiste. Le second a la particularité de s'intégrer pleinement dans la globalisation financière actuelle grâce à son excellent environnement des affaires, ses dépenses élevées en recherche et développement et la profitabilité impressionnante de son fonds souverain Temasek. Mais le danger principal du capitalisme d'État serait que les entreprises publiques soient utilisées comme armes de guerre économique, voire de guerre tout court, afin de voler des propriétés intellectuelles et des technologies. Kurlantzick s'alarme par exemple de l'influence des groupes russes et chinois, et de leurs connexions avec le pouvoir militaire. L'expansionnisme économique de Pékin créerait encore d'autres menaces, en soutenant des dictatures et en violant les normes sociales et environnementales.

La conclusion comprend plusieurs recommandations. Les firmes multinationales occidentales devraient se rapprocher des entreprises privées des pays promouvant un capitalisme

d'État afin de contenir les ambitions des entreprises publiques. Américains et Européens auraient également intérêt à renforcer la démocratie dans les États où elle est menacée (Thaïlande, Malaisie, Afrique du Sud, Ukraine, Venezuela, Birmanie, Argentine et Égypte), et à sanctionner sévèrement les comportements délinquants des grandes sociétés d'État étrangères. On ne peut qu'approuver ces conseils, tout en regrettant que les gouvernements occidentaux avancent en la matière en ordre dispersé.

**Norbert Gaillard**

### **WHO REALLY FEEDS THE WORLD?**

Vandana Shiva

Londres, Zed Books, 2016,  
176 pages

Si la perspective de 10 milliards d'habitants dans le monde se précise pour l'horizon 2050, il semble difficile de contourner la nécessaire augmentation de la production agricole, estimée à 60 % du niveau actuel par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Est-il préférable d'améliorer les rendements sur les terres agricoles déjà cultivées et présentant de bonnes conditions pédoclimatiques, à l'instar de l'Europe, ou convient-il d'étendre les espaces dédiés à l'agriculture dans le monde, en exploitant les terres arables qui restent disponibles et se situent majoritairement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne ?

Un autre enjeu évident tient à l'inégale répartition des richesses sur la planète, tant d'un point de vue économique qu'agronomique. Le monde présente un potentiel agricole solide, capable

de subvenir aux besoins alimentaires, dans une vision idéale systémique où chacun se contenterait des produits locaux de proximité (tant en quantité qu'en qualité) et dans laquelle les relations internationales ne se fonderaient pas prioritairement sur des jeux d'intérêts. La réalité est tout autre. Depuis des millénaires, le commerce joue un rôle fondamental pour rapprocher l'offre des besoins, précisément parce que les dotations géographiques sur le globe sont très hétérogènes. En outre, bien qu'il soit possible de réduire les pertes et les gaspillages tout au long de la chaîne alimentaire, il apparaît que l'augmentation des rendements en agriculture représente un levier important pour renforcer l'état de la sécurité alimentaire mondiale.

À ce propos, le livre de Vandana Shiva, militante écologiste de renom, pose des questions légitimes. Elle interroge les modes de production intensive pour promouvoir l'agro-écologie ; remet en cause le poids colossal de firmes multinationales qui, de l'agro-chimisterie à la distribution en passant par le négoce, n'auraient que le profit pour ambition ; rappelle que 70 % de la production alimentaire mondiale vient de petits producteurs et d'exploitations familiales essentielles pour nourrir les populations locales ; et insiste sur la préservation des savoir-faire traditionnels et des connaissances adaptées à chaque terroir, pour critiquer les solutions technologiques, le recours aux intrants et les effets de la globalisation alimentaire.

Dans un monde qui souffre encore de la faim, avec près d'un habitant sur huit toujours concerné par une insécurité alimentaire prononcée au quotidien, les arguments présentés par Vandana Shiva ne manquent pas de robustesse. Toutefois, ils paraissent trop souvent

déconnectés d'une géopolitique mondiale où les stratégies de puissance dominant le paysage, et où les inégalités agricoles se creusent entre des régions qui peuvent produire plus et celles où les possibilités sont limitées par les contraintes climatiques et par les instabilités sociopolitiques (en Afrique notamment). Auteur de plusieurs livres dénonçant les OGM et défendant l'agriculture biologique, Vandana Shiva insiste sur les relations parfois contrariées entre science et progrès, et contribue à faire avancer le scénario d'une agriculture mondiale capable de produire *mieux*. Si elle émet de sérieux doutes sur la nécessité de produire *plus*, nous devons aussi nous demander quelles seraient les conséquences géostratégiques d'une production stable alors que la démographie continue à croître, ou, plus risqué encore, d'une orientation radicale prônant la décroissance de la production agricole.

**Sébastien Abis**

## THE ECONOMY OF DUBAI

Abdulrazak Al Faris  
et Raimundo Soto  
Oxford, Oxford University Press,  
2016, 368 pages

Ce livre d'économistes travaillant majoritairement au *Dubai Economic Council* est une étude exhaustive de l'économie de Dubaï, l'une des sept entités constitutives des Émirats arabes unis.

Le premier chapitre rappelle comment, à partir des années 1980, la manne pétrolière a permis à Dubaï de diversifier son économie, en devenant une place financière régionale majeure et en créant des zones franches pour les sociétés étrangères, la plus célèbre et

ancienne étant la *Jebel Ali Free Zone*. Sur la période 1980-2011, la croissance annuelle du PIB a été en moyenne de 6,5 %, taux cependant inférieur à celui de Singapour et de Hong Kong (deux territoires qui font figure de modèles), en partie à cause de la faible productivité de l'émirat et de sa vulnérabilité aux chocs externes.

Au fil des pages, les auteurs soulignent les défis auxquels Dubaï est confronté et avancent des recommandations de politique économique. Par exemple, le fort endettement des entreprises publiques et parapubliques comme Dubaï World et Investment Corporation of Dubaï dans les années 2000 a pesé sur les comptes de l'émirat. Les récentes restructurations de dette devraient convaincre le gouvernement de mieux contrôler les stratégies de ces grands groupes, de développer un marché des capitaux en dirhams et de mettre en place un véritable régime fiscal (les recettes non fiscales représentant les trois quarts des recettes totales de 2011). Le système bancaire de Dubaï est jugé relativement fragile comparé à celui d'Abu Dhabi, comme l'attestent le pourcentage plus élevé de créances douteuses et la moindre rentabilité des établissements de crédit. Ces derniers financent d'ailleurs insuffisamment les petites et moyennes entreprises. La diversification de l'économie doit être approfondie. Deux secteurs seraient à privilégier : le tourisme médical et les services financiers. Parallèlement, la production de biens à haute valeur ajoutée permettrait à Dubaï d'accroître ses exportations vers les pays industrialisés en dépassant les marchés traditionnels que sont l'Inde, l'Iran et l'Arabie Saoudite. L'acquisition de terrains est un autre obstacle majeur pour les investisseurs directs étrangers ; il ne peut être surmonté que par une révision du droit de propriété.



Les progrès en matière sociale sont contrastés. Dubaï a su étendre l'accès à l'éducation. Dans les tests PISA, les scores de l'émirat sont au-dessus de la moyenne des États du Moyen-Orient mais restent inférieurs à la moyenne OCDE, et très loin des scores de Singapour et de Hong Kong. Le tissu universitaire s'est développé, mais les institutions sont encore petites et offrent un choix de programmes limité, essentiellement axé sur la finance, le commerce, la religion et les technologies de l'information. Le marché du travail, qui s'est lentement ouvert aux femmes, souffre avant tout de la *kafala*, par lequel l'employeur « parraine » ses employés étrangers, leur octroyant titre de séjour et permis de travail. Ce système est en fait devenu un frein à la mobilité des expatriés au sein de l'émirat.

Agrémenté de nombreux tableaux et graphiques, l'ouvrage est agréable à lire. Il présente néanmoins deux lacunes : le risque d'insolvabilité de Dubaï à moyen/long terme n'est pas abordé, et la question des mauvais traitements subis par les ouvriers étrangers (condamnés par Amnesty International dans plusieurs de ses rapports) est occultée par les auteurs du chapitre sur le marché du travail.

**Norbert Gaillard**

## ÉNERGIE

### LE CRÉPUSCULE FOSSILE

Geneviève Féron-Creuzet  
Paris, Stock, 2016, 256 pages

Trop souvent résumée à une question d'ordre technique ou de simple

passage d'un schéma d'approvisionnement à un autre, la transition énergétique est abordée ici dans sa dimension civilisationnelle. L'auteur s'est investi de longue date dans l'économie du développement durable et a notamment créé la première agence française de notation sociale et environnementale. Dans cet ouvrage, il met à profit sa connaissance des cercles de pouvoirs pour pointer le primat absolu des énergies fossiles, leur domination industrielle et leur poids dans l'histoire, la géopolitique et l'organisation des sociétés. En rompant avec la dépendance fossile, la transition vers des énergies alternatives marquerait l'avènement d'une nouvelle civilisation, que l'auteur appelle sobrement « post-fossile », en attendant de pouvoir mieux en cerner les contours.

Les trois premières parties de l'ouvrage retracent l'histoire de la dernière civilisation, depuis la ruée vers l'or noir et l'émergence d'une industrie pétrolière mondialisée, jusqu'à l'ivresse d'une consommation sans limite et la crainte d'un dérèglement incontrôlable du climat qui imposera de laisser sous terre une partie des ressources. Dans ce récit condensé, l'auteur souligne à juste titre notre rapport ambivalent aux énergies fossiles : adulées pour leur facilité d'extraction, la multiplicité de leurs usages et leur contribution indéniable au développement économique, elles sont aussi décriées pour les logiques de captation des ressources et les dommages environnementaux qu'elles produisent. Les énergies fossiles ne sont ni bonnes, ni mauvaises, elles sont ce que les hommes en ont fait, à savoir le socle de leur civilisation.

Les lecteurs peu familiers des enjeux énergétiques trouveront dans cet ouvrage de précieuses mises au point sur des concepts devenus

incontournables comme le *peak oil*, les gisements non conventionnels, l'anthropocène, ou encore le risque carbone. Les autres auront plus grand plaisir à lire les quatrième et cinquième parties, qui engagent une réflexion prospective. En écho aux travaux d'Edgar Morin, l'auteur ne prône ni la foi dans le progrès technique ni la décroissance, mais plutôt l'éveil des consciences. En somme, taxer le carbone ou encourager des programmes d'efficacité énergétique ne demanderait rien d'autre qu'un sursaut de courage politique. Certes convaincante, cette conclusion tend aussi à déplacer la discussion : outre les leviers financiers et juridiques suggérés par l'auteur, comment s'assurer que l'entrée en responsabilité se produira en temps voulu ?

Si cet ouvrage n'avance pas de pistes réellement novatrices pour accélérer le crépuscule fossile, il pose la question fondamentale du monde qui vient. Avec la production d'énergie décentralisée pourraient émerger de nouvelles formes d'organisation sociale, fondées non plus sur l'intérêt de l'individu mais sur celui de la communauté. L'auteur entrevoit ainsi la possibilité de nouveaux modèles de création autour du partage de la connaissance et des biens communs. Puis il émet l'hypothèse moins réjouissante d'un remplacement des monopoles fossiles par de nouveaux empires numériques qui tireraient cette fois-ci leur puissance de l'exploitation des données. On pourra regretter que Geneviève Féron-Creuzet ne nous guide pas davantage dans ce nouveau champ des possibles, mais son propos est avant tout une mise en garde, un appel à penser la civilisation post-fossile et à s'y préparer.

**Carole Mathieu**

## SÉCURITÉ/STRATÉGIE

### SIDÉRATIONS. UNE SOCIOLOGIE DES ATTENTATS

Gérôme Truc

Paris, Presses universitaires de France, 2016, 344 pages

Cet ouvrage est tiré d'une thèse de doctorat soutenue à l'École des hautes études en sciences sociales en 2014. Gérôme Truc a cherché à comprendre pourquoi des individus se sentent touchés par des attentats qui ne les ont pourtant pas directement visés. Pour ce faire, il se penche plus spécifiquement sur trois attaques terroristes dont les dates ont marqué le début du *xxi*<sup>e</sup> siècle : 11 septembre 2001, 11 mars 2004 et 7 juillet 2005. Il analyse les réactions politiques, la couverture médiatique et les témoignages de milliers d'anonymes. L'effet de sidération, explique-t-il, varie en fonction d'un « entrelacs complexe de sentiments impersonnels et personnels ».

On retiendra plus spécifiquement trois points de ce livre. Le premier a trait au poids de la culture politique et historique du pays touché. Les événements du 11 septembre 2001 sont intervenus l'année des commémorations du soixantième anniversaire de Pearl Harbor. Un *blockbuster* commémoratif était diffusé depuis le mois de mai à travers tous les États-Unis. Ainsi l'effondrement des tours du World Trade Center a-t-il immédiatement été interprété par la population américaine, mais aussi par de nombreux responsables dont George W. Bush, comme un « nouveau Pearl Harbor ». Dès lors, comme en 1941, l'entrée en guerre paraissait inéluctable.



Le deuxième point concerne la résilience des populations face à une attaque. Là encore, la culture nationale a son importance. Au Royaume-Uni, la résistance de la population britannique au moment du *Blitz* s'est imposée comme une référence après le 7 juillet 2005. Toutefois, la résilience n'est pas seulement affaire de culture et de comparaisons historiques. Elle se travaille et se construit. Depuis l'attentat de Madrid – présenté par de nombreux responsables politiques de pays membres de l'Union européenne comme un « 11 Septembre européen » – les dirigeants britanniques expliquaient que le Royaume-Uni serait visé. Le maire de Londres, notamment, s'évertuait à préparer la population à un attentat perçu comme inéluctable. Et une fois l'attaque survenue, une campagne d'affichage fut entreprise pour tenter de souder les Londoniens dans l'adversité.

Le troisième point relève de la couverture médiatique, qui diffère sensiblement d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Cette différence se remarque particulièrement pour ce qui est des images de victimes. Alors que les attentats du 11 septembre 2001 ont été les plus meurtriers de l'histoire, leurs aspects visuels les plus crus ont été occultés. Et pour cause : la police a empêché la presse de circuler librement sur les lieux des attentats, dans les hôpitaux ou les morgues. À l'inverse, les journalistes ont eu accès à la gare d'Atocha après les attentats de Madrid, et des photographies de cadavres – non floutées – ont été publiées en une des principaux journaux espagnols. Occulter par pudeur ou montrer pour dénoncer : le dilemme se pose aux médias au lendemain de chaque attentat.

D'autres passages de cet ouvrage mériteraient d'être évoqués, notamment

ceux qui concernent les manifestations post-attentats ou encore les débats suscités par les minutes de silence. Alors que la France est touchée par une vague de terrorisme sans précédent, la lecture de *Sidérations* se révèle des plus utiles.

**Marc Hecker**

### **LA PRÉVENTION DU TERRORISME EN GRANDE-BRETAGNE. LE PROGRAMME PREVENT ET LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE**

Claire Arènes

Paris, Presses universitaires de France, 2016, 256 pages

Le prix *Le Monde* de la recherche universitaire permet, depuis près de 20 ans, de donner une visibilité importante à des thèses de doctorat. Non seulement les thèses sélectionnées font l'objet d'une présentation dans le quotidien, mais certaines d'entre elles sont publiées aux Presses universitaires de France. Parmi les lauréats 2016 se trouve Claire Arènes, récompensée pour son travail sur la prévention du terrorisme en Grande-Bretagne.

Claire Arènes analyse bien la manière dont la perception du terrorisme a changé en Grande-Bretagne au tournant des années 2000. Les autorités découvrent alors que des citoyens britanniques participent à des actions de terrorisme international à l'étranger. En avril 2003 par exemple, deux jeunes hommes nés en Angleterre se font exploser dans une boîte de nuit de Tel Aviv. Dans certaines mosquées radicales de Londres – que d'aucuns surnomment « Londonistan » –, des prêcheurs radicaux appellent au

djihad. En juillet 2005, quatre terroristes – nés au Royaume-Uni pour trois d’entre eux et en Jamaïque pour le quatrième – commettent des attentats-suicides dans la capitale britannique. Le terrorisme est désormais perçu comme une menace interne et il apparaît nécessaire aux responsables politiques de prévenir la radicalisation des « communautés vulnérables ».

L’auteur décrit précisément la mise en œuvre du principal programme de prévention, baptisé PREVENT. Son analyse repose sur de nombreux entretiens avec des acteurs de terrain, notamment des militants associatifs, des représentants institutionnels et des policiers. Son verdict est sévère : PREVENT aurait entretenu un mélange des genres dangereux entre *community cohesion* et lutte contre-terroriste, et conduit à une stigmatisation des communautés musulmanes. La réforme du programme consécutive à la défaite des travaillistes en 2010, n’aurait pas inversé la tendance : PREVENT demeurerait une « marque honnie » que les acteurs de terrain chercheraient à cacher.

Si le livre de Claire Arènes mérite assurément d’être lu – en particulier par les acteurs chargés de la lutte contre la radicalisation –, il appelle cependant deux regrets. D’une part, l’essentiel du travail de recherche a été réalisé entre 2010 et 2012 : il est donc question d’Al-Qaïda, mais pas de Daech. Or on aurait souhaité savoir dans quelle mesure PREVENT avait réussi à détourner les jeunes Britanniques de l’État islamique. D’autre part, un chapitre comparatif aurait été utile, la stratégie britannique ayant fait des émules en Europe. La France, qui a longtemps résisté à l’approche britannique en mettant en avant son incompatibilité avec le modèle laïque et républicain,

est aujourd’hui plus encline à s’inspirer des expériences conduites outre-Manche. Les similitudes entre le plan d’action contre la radicalisation et le terrorisme (PART) présenté par Manuel Valls en mai 2016, et la stratégie britannique CONTEST – dont PREVENT est un des piliers – sont frappantes.

Claire Arènes se demande à l’issue de son travail si PREVENT ne s’est pas révélé contre-productif, et n’a pas conduit le gouvernement britannique à « perdre les cœurs et les esprits » d’une partie de la population. Si tel est le cas, espérons que le PART français connaîtra un meilleur destin.

**Marc Hecker**

### L’ART DE CONDUIRE UNE BATAILLE

Gilles Haberay et Hugues Perot  
Villers-sur-Mer, Pierre de Taillac  
Éditions, 2016, 338 pages

Gilles Haberay et Hugues Perot, tous deux saint-cyriens, officiers de l’armée de Terre et fantassins, s’évertuent à transmettre leur passion de la tactique. Trop souvent, cette dernière est vue comme un objet d’étude secondaire, réservé aux seuls praticiens ou aux spécialistes d’histoire militaire. Il s’agit pourtant d’un art complexe qui mérite d’être analysé, car « si la bataille est, par essence, le moment du choc physique de deux armées, elle est aussi le résultat de l’affrontement de deux systèmes de planification, de conduite et de commandement, en vue d’atteindre un objectif tactique ». La tactique décide bien souvent du sort des batailles. Aussi une connaissance minimale de ses ressorts est-elle indispensable à tous ceux qui s’intéressent aux conflits. Cet ouvrage offre une excellente

introduction aux problématiques tactiques à la lumière de l'histoire. Il ne nécessite pas de connaissances préalables pour que l'on puisse l'apprécier et en tirer des fruits.

Le livre se compose de l'étude de 26 batailles. Les cas choisis couvrent une très vaste période allant de l'Antiquité à la guerre du Golfe (1991). Ils comprennent aussi bien des classiques comme la bataille de Cannes (216 av. J.-C.) ou celle de Cambrai (1917), que des choix plus audacieux à l'image des batailles de La Kalka – qui voit Russes et Polovtzes affronter les Mongols en 1223 – ou de Cuito Cuanavale – combats en Angola en 1987-1988 entre d'un côté les Forces armées de libération populaire (FAPLA) et leurs « conseillers » cubains, et de l'autre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et des troupes sud-africaines. Chaque cas d'espèce est présenté selon un plan traditionnel et efficace : d'abord une description de la situation générale, puis une analyse des forces en présence et des intentions ; viennent ensuite une présentation du déroulement de la bataille et, enfin, une synthèse des enseignements tactiques. L'idée n'est pas d'offrir une vision complète et définitive de chaque bataille évoquée, mais bien de replacer chacune d'entre elles dans la perspective plus vaste de la tactique et de susciter des pistes de réflexion.

Les batailles ne sont pas retracées en ordre chronologique mais réparties intelligemment en 11 thématiques tactiques – les plus efficaces pour vaincre – qui regroupent chacune deux ou trois études de cas : « épuiser l'attaque ennemie », « tendre une embuscade », « créer la surprise », « disloquer par le choc », « percer les défenses », « contre-attaquer au bon moment », « alterner ses efforts », etc. Ce classement permet

de croiser plus facilement les enseignements des batailles et aide le lecteur à avoir une approche problématisée.

Comme beaucoup d'ouvrages édités par Pierre de Taillac, ce livre a fait l'objet d'un travail éditorial soigné. Il bénéficie d'une présentation agréable et d'illustrations cartographiques de qualité. Il est pourtant dommage que la bibliographie ne soit pas plus étoffée et que l'on ne puisse aisément identifier des ouvrages permettant d'aller plus loin dans l'étude des cas historiques exposés.

**Rémy Hémez**

### **THE CHOPPER BOYS. HELICOPTER WARFARE IN AFRICA**

Al J. Venter

Hélion & Company, 2016,  
296 pages

*The Chopper Boys. Helicopter Warfare in Africa* est une réédition revue et augmentée d'un ouvrage paru en 1994. Le journaliste sud-africain Al J. Venter est un bon connaisseur des guerres africaines : il a commencé sa carrière de correspondant de guerre au Nigeria en 1965 et a couvert ensuite de nombreux conflits : Rhodésie, Soudan, Sierra Leone, etc.

La couverture de ce volume représentant des hélicoptères *Tigre* et un *Gazelle* attire immédiatement l'œil du lecteur français. Ce dernier est cependant rapidement déçu puisque la légende de cette photographie indique que ces appareils appartiennent à l'armée de l'Air : or ils sont de l'Aviation légère de l'armée de Terre (ALAT). C'est là un détail pour beaucoup, pourtant symptomatique des imperfections qui

viennent émailler les contributions sur l'action des hélicoptères français en Afrique. C'est ainsi que les chapitres sur l'Algérie (1954-1962), les guerres du Tchad (1969-1987) et le Mali (2013) sont imprécis et incomplets. Dommage, surtout si l'on considère que la guerre d'Algérie fut en quelque sorte la première guerre des hélicoptères, et que de bonnes sources en anglais existent sur le sujet. Enfin, et pour finir sur le cas français, il est étonnant que l'intervention en Libye de 2011 n'y soit pas traitée, tant l'ALAT y a joué un rôle clé, déjà bien documenté.

En fait, l'auteur ne vise ni l'exhaustivité ni un caractère scientifique. Il procède par touches, sans se soucier de chronologie. On trouve ainsi dans ce livre 36 chapitres très variés et de qualité inégale sur les Russes en Angola, les guerres portugaises en Afrique, l'opération britannique Palisser en Sierra Leone, ou encore l'intervention américaine en Somalie. Mais le cœur de l'ouvrage et la majorité de ses chapitres tournent autour des guerres de frontières sud-africaines (1966-1988) et du conflit en Rhodésie. Ces parties forment le véritable intérêt du livre. On y trouve par exemple de bonnes informations sur les *Fire Forces* rhodésiennes, ces équipes aéromobiles et aéroportées mises en place dans le cadre de la lutte contre les mouvements de libération zimbabwéens. Elles constituent un bon exemple d'adaptation tactique mais aussi technique, impliquant notamment l'ajout d'armement de bord sur des hélicoptères *Alouette III*. Les opérations menées par les *Koevoet* – une unité contre-insurrectionnelle sud-africaine – en liaison avec les hélicoptères donnent aussi lieu à des développements intéressants. *The Chopper Boys* contient aussi des témoignages rares, comme un récit du capitaine sud-africain Tinus von Risburg,

dont l'hélicoptère fut touché par une roquette lors d'une opération menée en Angola contre le SWAPO en 1980, et qui rejoignit la frontière sud-africaine à pied en échappant à ses poursuivants.

Cet ouvrage de grand format très richement illustré n'est pas désagréable à lire. Il est intéressant en ce qui concerne les guerres des frontières sud-africaines et le conflit rhodésien, tous deux peu abordés en France. Mais le manque de rigueur scientifique de l'ensemble, l'absence de mise en perspective conceptuelle et historique de la guerre des hélicoptères, et ses impasses importantes l'empêchent d'aspirer au statut de livre de référence, sur un sujet qui en mériterait pourtant un.

**Rémy Hémez**

## JE N'ÉTAIS PAS LA BIENVENUE

Nathalie Guibert

Paris, Paulsen, 2016, 180 pages

Nathalie Guibert, journaliste spécialisée sur les questions de défense au *Monde*, a été autorisée à embarquer sur le *Perle*, l'un des six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la Marine nationale. *Je n'étais pas la bienvenue* relate cette expérience exceptionnelle à au moins deux titres. D'abord, aucun journaliste n'avait été autorisé à embarquer aussi longtemps – quatre semaines – en mission dans un SNA, et il a fallu trois ans à Nathalie Guibert pour obtenir le feu vert des autorités. Ensuite, l'auteur est la première femme à prendre place dans un sous-marin nucléaire français. En effet, jusqu'en avril 2014, le règlement n'autorisait pas les femmes à intégrer l'équipage. Pour la journaliste, « l'expérience ressemblera au fait de s'introduire dans une

secte ou une communauté religieuse». Le monde des sous-mariniens est en effet très fermé, tant par nécessité opérationnelle que par culture et tradition.

Les 75 hommes d'équipage vivent et travaillent dans un univers extrêmement confiné. Le *Perle* ne fait que 73 m de long pour 7 m de haut. On y trouve pourtant une centrale nucléaire et des missiles. Les plus jeunes marins dorment entre les étagères métalliques supportant les torpilles. Prendre sa douche dans un carré de 60 cm de côté n'est pas chose évidente.

Surtout, les SNA «abritent les derniers espaces humains totalement coupés du monde», un fait loin d'être anodin dans une société hyper connectée. Les marins ne communiquent que par des e-mails succincts, tous les dix jours environ. Tous les messages, entrants comme sortants, sont lus par le commandant en second.

La vie à bord est pleine de coutumes. Par exemple, on ne se serre pas la main à l'intérieur du sous-marin, les hommes s'attribuent un surnom (l'infirmier est ainsi «le Sorcier»), ou encore on chante le dimanche. Les repas tiennent une place cruciale et constituent certainement le plus important des rituels ponctuant les journées. Les sous-mariniens ont leur jargon, plein d'«un humour puisé au tragique». Leur «Code Dauphin» rassemble ainsi une série d'aphorismes comme «Noir, c'est beau»...

Nathalie Guibert décrit la difficulté du retour à la surface. En effet, «nul ne bascule avec aisance d'un monde à l'autre tel un acteur qui changerait prestement de costume derrière la scène du théâtre». La mission des sous-mariniens est exigeante pour les militaires, mais aussi pour les familles.

Le livre ne tombe pas dans le travers de l'hagiographie. Il est agréable à lire et n'est pas une simple reprise des chroniques de l'auteur sur le sujet dans *Le Monde*. Les aspects technologiques et opérationnels ne sont guère évoqués, pour des raisons évidentes de secret. Mais l'essentiel n'est pas là. Cet ouvrage a vocation à mettre en lumière «des hommes ordinaires [qui] se plient à une exigence extraordinaire» et œuvrent dans l'ombre pour la défense de la France.

**Rémy Hémez**

## AFRIQUE

### AFROTOPIA

Felwine Sarr

Paris, Éditions Philippe Rey, 2016,  
160 pages

Le texte de cet économiste et enseignant sénégalais est une réflexion sur l'avenir de l'Afrique et la nécessité pour le continent de trouver sa propre voie vers la modernité, sans s'enfermer dans des modèles exogènes (celui des colons hier, celui des institutions internationales et des agences d'aide aujourd'hui), conduisant irrémédiablement à une impasse. Pour ce faire, la première étape est de ne plus se laisser définir par d'autres mais de se définir soi-même.

Ainsi, l'Afrique doit-elle fixer ses propres objectifs, puiser dans ses potentialités, renouer avec son passé précolonial sans toutefois l'idéaliser, ni s'extraire de la mondialisation par un afrocentrisme clos sur lui-même. Il faut enfin fonder une utopie : «L'Afrotopos



est ce lieu autre de l'Afrique dont il faut hâter la venue, car réalisant ses potentialités heureuses.» Le projet est donc de contribuer à «réparer» un continent meurtri par des siècles de traite, de colonisation et de domination néocoloniale, pour qu'il recouvre sa dignité et son estime de soi. L'auteur va dresser la liste des chantiers à mettre en œuvre, et des atouts sur lesquels s'appuyer.

Pour travailler à un «décentrement épistémique», à une réflexion s'éloignant méthodiquement de la «bibliothèque coloniale», l'auteur s'inscrit dans des parrainages de penseurs incontournables comme Valentin-Yves Mudimbe, Fabien Eboussi Boulaga, Achille Mbembé, ainsi que des figures tutélaires comme Cheikh Anta Diop ou Franz Fanon. Le plus grand mérite de ce livre est d'ouvrir au lecteur une série de débats intellectuels très vifs en cours sur le continent, sur la place des langues africaines dans l'éducation, la nécessaire «décolonisation» des sciences humaines, la refondation de l'université ou encore le refus d'un individualisme forcené... Pourtant, malgré les indéniables qualités de cet ouvrage, et en particulier de son questionnement central, son propos est affaibli par plusieurs travers.

Comme l'écrivain s'accorde la licence poétique, Felwine Sarr s'arroge parfois le droit d'avoir un rapport distancié avec la réalité puisqu'il situe son projet dans les essences et veut contribuer à l'utopie. Du flou de certains de ses propos doit pouvoir sourdre une pensée salutaire. Mais, fatalement, celle-ci se retrouve parfois fâchée avec l'histoire, ou en tout cas une histoire précise et étayée scientifiquement. Ainsi, comment aujourd'hui parler de la traite esclavagiste en évoquant la seule (et évidemment importante) traite atlantique? Comment peut-on affirmer,

sans s'enfermer dans une pensée performative, que toutes les nations «d'Alger au Cap» ont la «même histoire récente»? La posture de l'ouvrage conduit parfois l'auteur à des raccourcis («l'Homme africain»), voire à des clichés («l'énergie ou la vitalité africaine»).

Le deuxième problème se situe au niveau de la relation qu'entretient le continent africain avec le reste du monde, et que l'auteur veut contribuer à refonder. Par «reste du monde», il est quasi exclusivement question de l'Occident, présenté comme le Golem malveillant de l'Afrique. Or, il semble que c'est précisément en échappant à ce tête-à-tête postcolonial que l'auteur pourrait produire une réflexion vraiment décentrée. Enfin, très curieusement, cet ouvrage fait totalement l'impasse d'une réflexion sur le pouvoir, qui pourrait pourtant être utile à la construction d'une utopie. Au final, ces manquements, qui procèdent à l'évidence d'un véritable souci d'édition, nuisent à l'économie d'un texte par ailleurs foisonnant d'idées.

**Alain Antil**

### **HOW SOUTH AFRICA WORKS AND MUST DO BETTER**

Jeffrey Herbst et Greg Mills  
Londres, Hurst & Co, 2016,  
256 pages

Au lendemain de l'apartheid, l'Afrique du Sud voulait rassurer opérateurs économiques et marchés financiers. Il fallait concilier les impératifs économiques en termes de croissance et d'emploi avec ceux de la transformation d'une société minée par des décennies de ségrégation. Les améliorations

sont indéniables quant à l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, à l'électricité et à l'eau courante. Mais plus de 20 ans après les premières élections libres et démocratiques, l'économie sud-africaine paraît vulnérable et les réalisations sont clairement en deçà des attentes, notamment concernant les inégalités et l'emploi. Le taux de chômage officiel s'élève à plus de 25 % et concerne principalement les jeunes et les populations noires : immense défi que les autorités n'ont su résoudre à ce jour.

Les auteurs tentent d'expliquer cette situation en dressant un tableau de la détérioration des indicateurs de gouvernance et de compétitivité du pays. Ils pointent pêle-mêle les conséquences de politiques publiques hésitantes, d'une administration étatique corrompue, d'une qualité d'enseignement public déficiente, de taux d'investissements publics et privés relativement faibles, et de larges déficits publics. Ce n'est pas une surprise pour qui s'intéresse aux questions sud-africaines, mais les exemples choisis (comme les dysfonctionnements de la société de production et de distribution d'électricité Eskom) servent d'illustrations précises et convaincantes. Le mérite de cet ouvrage est de traiter des principaux secteurs de l'activité économique du pays avec une information dense et structurée autour de chapitres clairement balisés (l'agriculture, les services, l'industrie, le secteur minier, l'éducation...).

Bien que critiques vis-à-vis de l'état de l'économie sud-africaine, les auteurs demeurent optimistes et entendent donner des pistes de réflexions, voire

des recommandations concrètes pour surmonter ce qu'ils nomment « la paralysie d'aujourd'hui ». Les recettes préconisées relèvent d'une idéologie libérale classique, à savoir la déréglementation des marchés, la flexibilisation du travail, et une réduction des aides sociales que les finances du pays n'autoriseraient plus.

On regrettera l'absence d'une réflexion plus approfondie sur la structure économique extrêmement inégalitaire de l'Afrique du Sud, directement héritée de la période d'apartheid. Mais au-delà de la posture idéologique, la démarche méthodologique consistant à réaliser des entretiens quasi exclusivement avec des entrepreneurs, sans jamais relayer la voix des organisations syndicales ou des travailleurs, est discutable. Les conditions de travail très rudes et précaires, notamment dans les mines et les champs agricoles, ne sont ainsi abordées qu'à la marge. L'approche par le haut utilisée par les auteurs ne permet pas de saisir les déceptions quant à la transformation sociale et économique exprimées par une part croissante de la population depuis l'avènement de la démocratie. Les résultats des dernières élections locales, les grèves et les fragmentations syndicales, les manifestations quasi quotidiennes réclamant un accès aux services publics, ainsi que les mobilisations en cours dans les universités sud-africaines, invitent pourtant à ne pas négliger des approches par le bas pour avoir une vision complète et nuancée de comment « fonctionne l'Afrique du Sud » – ambition annoncée par le titre de l'ouvrage.

**Victor Magnani**



## ÉTATS-UNIS

### TRUMP, L'ONDE DE CHOC POPULISTE

Marie-Cécile Naves  
Limoges, FYP Éditions, 2016,  
144 pages

### QUI EST VRAIMENT DONALD TRUMP ?

Laure Mandeville  
Paris, Éditions des Équateurs,  
2016, 144 pages

Marie-Cécile Naves et Laure Mandeville tentent d'éclairer le phénomène Donald Trump. Après la stupeur provoquée en mai 2016 par l'investiture du milliardaire new-yorkais comme candidat républicain à l'élection présidentielle de novembre, elles reviennent sur l'un des épisodes les plus étonnants de l'histoire politique récente des États-Unis.

Médiatique, rendu célèbre par ses grands projets immobiliers, Trump n'est pour autant pas rompu aux règles du débat politique. Peu porté sur la bienséance et délesté de toute ligne idéologique claire, il se démarque clairement de l'*establishment* républicain, apparaissant début 2016 comme un *outsider* inconséquent face aux favoris Jeb Bush, Ted Cruz et Marco Rubio. Mais contre toute attente, *the Donald* évince un à un ses concurrents. À partir d'analyses assez similaires, les deux auteurs montrent que ce succès était, à certains égards, prévisible.

Ils évoquent d'abord la révolte qu'incarne Trump : ses opinions iconoclastes sur l'immigration, le libre-échange, l'interventionnisme américain et l'OTAN renforcent sa popularité. Elles le rapprochent des populistes

européens comme Marine Le Pen, mentionnée à plusieurs reprises, mais aussi, selon Mandeville, de la révolte « jacksonienne », mouvement « culturel et économique » porté par une classe moyenne blanche lasse des oppositions partisans traditionnelles et méfiantes vis-à-vis des élites financières et du libre-échange. Naves pointe un lien de filiation avec le *Tea Party*, dont Trump aurait largement repris les penchants jacksoniens.

Les deux livres soulignent aussi la singularité du personnage, insaisissable et imprévisible, ainsi que le mythe qu'il a construit autour de son nom. Mandeville invoque par exemple un destin exceptionnel (jeunesse, famille, succès médiatique). Mais ce qui marque encore plus les auteurs, c'est la capacité de Trump à adapter son discours aux circonstances : l'un pointe son « populisme à géométrie variable » (Naves), l'autre le qualifie de « pragmatique opportuniste » (Mandeville).

D'un point de vue sociologique, il faut voir dans le succès de Trump la mobilisation de la *working class* blanche inquiète pour son avenir, sa situation sociale et son identité fantasmée. C'est l'Amérique oubliée par les élites républicaines et démocrates, oubliée aussi de la mondialisation et de la reprise économique post-crise de 2008.

Les deux ouvrages refusent cependant d'aborder l'hypothèse d'un « fascisme trumpien ». Naves l'effleure tandis que Mandeville la balaye d'un revers de main. Certes, l'absence de corpus idéologique précis empêche de définir catégoriquement Trump comme fasciste ; tout comme son absence d'expérience politique rend bancal tout jugement *a priori*. Pourtant, les similitudes observées avec les droites populistes européennes poussent à poser

plus sérieusement la question. Certes, l'«homme nouveau» et la révolution de la société en faveur d'un accomplissement idéologique n'apparaissent pas dans la doctrine trumpienne ; mais le candidat frôle sans crainte ces piliers principaux du fascisme : pas d'homme nouveau mais un Américain idéal, mâle, blanc, anglophone et chrétien ; pas de table rase, mais une destruction du système politique bipartisan et une contestation profonde du *statu quo*. En outre, le discours du candidat républicain et les expériences fascistes du xx<sup>e</sup> siècle convergent dans l'expression d'un nationalisme incantatoire, protectionniste et racial. Enfin, comme le rappelle avec virulence Robert Kagan<sup>1</sup>, la réminiscence du fascisme s'incarne dans la figure de l'homme fort prônée par le milliardaire : sûr de lui, viril et narcissique, il tient entre ses mains la destinée de la nation.

**Brice Zanette**

## MOYEN-ORIENT

### SYRIE. ANATOMIE D'UNE GUERRE CIVILE

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay  
Paris, CNRS Éditions, 2016,  
416 pages

Ce livre, co-écrit par Gilles Dorronsoro, professeur à l'université Paris 1, et deux doctorants, Arthur Quesnay et Adam Baczko, étudie en profondeur de la guerre civile syrienne. Les auteurs ont réalisé 250 entretiens, pour une bonne partie en Syrie, entre décembre 2012

1. R. Kagan, «This Is How Fascism Comes to America», *The Washington Post*, 18 mai 2016.

et janvier 2013, et en août 2013, à une époque où il était encore possible d'accéder à la zone de guerre. Ils distinguent trois étapes dans la révolution syrienne.

La première, en 2011, est une phase de contestation politique essentiellement pacifique. Une telle contestation paraissait improbable pour la plupart des spécialistes, mais le fait même qu'elle ait existé permet de comprendre *a posteriori* les faiblesses du régime, à savoir son absence de base sociale et son manque de maîtrise des effets politiques du néolibéralisme. Les auteurs mettent également en avant l'influence des printemps arabes, mais aussi les «processus de délibération dans les sphères semi-privées» pour expliquer l'émergence des manifestations. Pour autant, le régime de Bachar Al-Assad ne tombe pas. Les protestataires n'ont pas bénéficié de relais institutionnels, et l'armée syrienne n'a pas joué le rôle de ses homologues tunisienne ou égyptienne. La violence croissante de la répression a, par contre, poussé à la militarisation de la lutte.

Débutent alors une phase «d'insurrection unanime» (2012-2013), avec un phénomène remarquable par rapport à d'autres guerres civiles : l'absence de territorialisation des groupes armés. L'extension rapide des zones contrôlées par l'insurrection se clôt à l'été 2012, au moment où, pourtant, la guerre semblait perdue pour le régime. Ce dernier a pourtant pu regrouper assez ses forces pour résister et empêcher l'insurrection de prendre les bastions de l'armée.

La prolongation des combats produit notamment l'éclatement et la radicalisation de l'insurrection après 2013. Les auteurs soulignent bien que cette phase est d'abord le reflet de «logiques

exogènes», incarnées à la fois par l'intervention de puissances étrangères et par l'implication de deux mouvements transnationaux : Daech et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces groupes – qui font l'objet de deux chapitres passionnants – combattent pour la conquête de territoires et l'imposition de modèles politiques radicalement différents.

Les auteurs ne bornent pas leur étude aux combats, à la lutte contre le terrorisme ou aux problématiques humanitaires qui mobilisent la plupart des analystes. Ils s'intéressent à des questions aussi variées que l'administration de la révolution, la mobilisation hors de Syrie, les différents usages de l'islam ou les problématiques économiques.

Clair et bien écrit, cet ouvrage est une référence essentielle pour tous ceux qui s'intéressent au conflit syrien. On regrettera seulement que les informations sur la période post-2013 soient plus parcellaires que celles qui concernent la période 2011-2013. On attend avec impatience les autres travaux de cette équipe, puisque ce livre constitue la première pierre d'un projet d'étude plus large sur les guerres civiles contemporaines.

**Rémy Hémez**

## **ROYAUME D'ASPHALTE. JEUNESSE SAOUDIENNE EN RÉVOLTE**

Pascal Menoret

Paris, La Découverte/Wildproject, 2016, 288 pages

«Comment peut-on être Saoudien ?» Chacun ou presque a aujourd'hui son opinion sur la politique qu'il conviendrait de mener avec l'Arabie Saoudite.

Les plus réalistes y voient un pôle de stabilité dans un environnement régional troublé ; les moins cyniques s'alarment du soutien aveugle de l'Occident à l'un des régimes les plus rétrogrades au monde. Mais qui connaît l'Arabie Saoudite ? Si, depuis l'arrivée au pouvoir du roi Salmane en janvier 2015 et la sombre guerre de succession qui se joue déjà autour du monarque octogénaire, la gérontocratie qui la gouverne éveille désormais la curiosité, la société saoudienne demeure opaque à l'observateur étranger. Publiée en 2011, la thèse d'Amélie Le Renard «Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite» levait le voile sur le sort fait aux femmes. C'est ici aux hommes que Pascal Menoret s'intéresse.

Il le fait par un biais surprenant et *a priori* déroutant : l'étude des rodéos urbains auxquels se livrent les jeunes marginaux de Riyad pour échapper au sentiment d'ennui (*tufush*) qui les submerge et pour manifester leur colère contre l'étouffante répression. Il ne faudrait pas cependant réduire le *Saudi drifting* à une déclinaison moyen-orientale de *Fast and Furious*. Les conducteurs qui s'y adonnent sont plus souvent des Bédouins lumpen-prolétariés que des enfants de cheikhs ; les voitures qu'ils utilisent sont des berlines japonaises, pas des voitures de sport customisées.

Dans une «ville sur autoroute», dés-humanisée, sans centre géographique, convertie au tout-automobile, les jeunes essaient de se réapproprier un espace dont ils se sentent exclus. Dans un pays d'où toute forme d'expression politique est bannie, où le clientélisme règne en maître, où la surveillance policière est omniprésente, où la séparation sourcilleuse des genres exacerbe les frustrations, les jeunes qui veulent mal se conduire conduisent mal. Les

pilotes ne se contentent pas de faire crisser des pneus. L'alcool et les drogues s'échangent (le Captagon est la drogue la plus répandue). Les tabous sexuels sont violés. Le monde des rodéos renvoie «l'image macabre et inversée de la société saoudienne».

Pascal Menoret a d'abord publié son livre en anglais chez Cambridge University Press en 2014. Profitant d'une résidence d'écrivain, il l'a traduit en français. S'il reprend une partie de sa thèse soutenue en 2008, sa démarche est volontiers interdisciplinaire et emprunte moins à l'histoire qu'à l'urbanisme. Il a exploité les archives personnelles de l'architecte Constantinos Doxiadis qui, au début des années 1970, a entrepris la rénovation urbaine de Riyad, essayant, comme Le Corbusier à Chandigarh ou Niemeyer à Brasilia, de forger la «ville du futur», mais se heurtant aux intérêts patrimoniaux des cheikhs.

C'est surtout à l'anthropologie que la démarche de Pascal Menoret est redevable. Il relate ses deux années de terrain à Riyad à la première personne du singulier, sans hésiter à évoquer les difficultés rencontrées. C'est que la société saoudienne ne se laisse pas pénétrer facilement. Pascal Menoret raconte avec beaucoup d'humilité la méfiance qu'il a suscitée en raison de ses origines – il n'est pas musulman et était suspecté d'être un espion –, et les résistances qui lui ont été opposées – il a dû renoncer à enquêter dans les tribus bédouines du Haut Najd pour se concentrer sur les réseaux informels de la capitale. Au-delà de ce qu'il nous apprend sur la société saoudienne, son livre est un modèle de recherche en anthropologie politique.

**Yves Gounin**

## ASIE

### CHINA'S FUTURE

David Shambaugh  
Cambridge, Polity Press, 2016,  
224 pages

David Shambaugh, professeur à l'université George Washington, un des meilleurs spécialistes nord-américains de la Chine, se consacre à un exercice risqué mais utile : anticiper les différents scénarios que pourrait suivre la Chine pour son développement économique, politique et social au cours des prochaines décennies.

Son anticipation principale – thèse centrale – est assez classique : si le régime ne se réforme pas politiquement, le développement économique stagnera, ce qui exacerbera les problèmes sociaux déjà aigus et entraînera à terme le déclin du Parti communiste chinois (PCC).

Il considère que quatre choix principaux se présentent à la Chine – le «néototalitarisme», l'«autoritarisme dur», l'«autoritarisme doux», et la «semi-démocratie» – et que la Chine de Xi Jinping s'engage actuellement sur la voie de l'«autoritarisme dur».

Ce diagnostic tend aujourd'hui à être confirmé par les déclarations officielles du président chinois, sa volonté affichée de renforcer le contrôle du Parti dans de nombreux secteurs (arts, recherche, médias, justice, etc.), et les méthodes de recadrage idéologique et politique strict des officiels du parti, des ministères et de l'armée dans le cadre de la campagne anticorruption (dénonciations, séances de critique et d'autocritique, confessions publiques

forcées, emprisonnement de longue durée) – recadrage renforcé fin octobre à l'issue du 6<sup>e</sup> plenum du Comité central du PCC.

Toutefois, le lien entre ces évolutions récentes et le déclin à terme du PCC n'est pas évident. La réserve principale que l'on pourrait formuler à la lecture du livre concerne la capacité d'adaptation du PCC. L'auteur rappelle à juste titre que le concept d'« adaptation politique » est crucial pour comprendre la situation du PCC aujourd'hui. Soit le régime s'adapte et, plus inclusif, augmente ses chances de survie politique, soit il échoue dans son adaptation et « finit par mourir ». Shambaugh semble considérer que les capacités d'adaptation du Parti sont aujourd'hui faibles. Cette évaluation est sujette à débat : on pourrait au contraire considérer que ces capacités d'adaptation se sont renforcées ces dernières années, notamment avec le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, que le PCC utilise intensivement. Les nombreux capteurs et outils d'analyse connectés (*big data*, analyse du contenu des réseaux sociaux, sondages en ligne, etc.) l'aident à dessiner en temps réel une cartographie détaillée – ville par ville, province par province – des attentes de la population, revendications et mouvements sociaux. Le Parti prend ces éléments en compte pour maintenir l'ordre et préserver sa légitimité autant que possible, en ajustant notamment le niveau de répression et sa communication en fonction du contexte et des populations cibles.

Plus généralement, il demeure osé d'anticiper le déclin du Parti communiste chinois compte tenu de son assise bureaucratique et populaire (plus de 88 millions de membres), et surtout de son omniprésence actuelle dans toutes

les structures et à tous les niveaux de la société chinoise – des comités de résidents aux directions d'université. La question qui se pose aujourd'hui, à moins d'un an du XIX<sup>e</sup> congrès du PCC, est avant tout celle de la durée de l'ère Xi Jinping (dont la présidence devrait au moins se poursuivre jusqu'à 2022), et de son influence au-delà.

Alice Ekman

### LES FILS DE PRINCES : UNE GÉNÉRATION AU POUVOIR EN CHINE

Jean-Luc Domenach

Paris, Fayard, 2016, 272 pages

Après *Mao, sa cour, ses complots. Derrière les Murs rouges*, (Fayard, 2012), Jean-Luc Domenach reprend son travail minutieux d'exploitation des mémoires et biographies de dirigeants communistes et de leur entourage pour donner cette fois « une place centrale aux enfants de la caste ».

Les premiers chapitres divisent ces fils de prince en trois générations. « Les enfants de la révolution », nés dans les années 1920-1930 et considérablement marqués par les circonstances difficiles de leur enfance avant la victoire des communistes, sont globalement peu parvenus à grimper les échelons du pouvoir. « Les enfants de la caste », nés dans les années 1940 et élevés dans des conditions nettement plus privilégiées, ont joué un rôle dans « l'acclimatation à une forme de capitalisme ». La troisième génération, pourtant profondément marquée par la Révolution culturelle, est celle qui est parvenue à s'imposer au sommet du pouvoir.

Les chapitres suivants sont consacrés aux épreuves formidables qu'ils ont



dû traverser : le Grand Bond en avant, le retour forcé d'URSS, les envois à la campagne et la découverte de la misère rurale, et surtout la Révolution culturelle. Le chapitre 6 présente les privilèges, les parachutages et la réinstallation de la caste au sortir de la Révolution culturelle. Les dénonciations des injustices et violences se multiplient alors sans que les fils de prince y prennent part cette fois, hormis Wei Jingsheng et la journaliste et militante démocratique Dai Qing, connue pour sa demande d'une « cinquième modernisation » : la démocratie.

L'ouvrage décrit bien l'accumulation d'atouts dont bénéficient les fils de prince, au point de devenir parmi les plus compétents pour gouverner un pays aussi complexe que la Chine : outre une connaissance hors pair des arcanes du pouvoir de par leurs relations familiales, ils ont beaucoup appris en tant que secrétaires (d'un haut dirigeant militaire, dans le cas de Xi Jinping), ou de parachutages plus ou moins réussis à des fonctions politiques, ou d'un accès privilégié aux études en Chine mais également à l'étranger, où ils sont les premiers à partir (et à apprendre les méthodes capitalistes et le commerce international), sans compter leurs précieux réseaux, parfois dédoublés par un beau mariage.

Sur le plan économique, ils sont merveilleusement bien placés pour s'imposer. Les familles se partagent entre activités publiques et privées, ce qui facilite la corruption à laquelle assiste au Fujian le futur président chinois et qui lui inspire sa campagne de rectification. « Cette mécanique transgressive va transformer partiellement la caste issue de l'histoire maoïste en une couche sociale composée de candidats potentiels à la richesse et au pouvoir politique car capables de manœuvrer

la combinaison centrale entre un pouvoir qui se dit communiste et des entreprises qui se disent capitalistes. » De plus, une fois écartées, avec la répression de 1989, tentation et possibilité d'un virage démocratique, Pékin gagne la confiance nécessaire pour développer son propre capitalisme « à la fois acceptable pour le pouvoir et crédible pour le peuple ». Forts de leur unité dans leur diversité, qui leur confère souplesse et capacité d'adaptation, les fils de prince profitent de la modernisation et de la mondialisation pour s'enrichir tout en sauvant le régime.

Cet ouvrage, outre son intérêt historique et documentaire, offre ainsi toutes les clés pour comprendre l'ascension implacable des fils de prince, dotés d'une « double aptitude à s'adapter au monde d'aujourd'hui tout en restant fidèles à leur pays et à leur parti ».

**Émilie Frenkiel**

### **INDIA AT THE GLOBAL HIGH TABLE**

Teresita Schaffer  
et Howard Schaffer  
Washington D.C., Brookings  
Institution Press, 2016, 352 pages

Anciens diplomates, les auteurs apportent dans ce nouvel ouvrage un éclairage particulièrement intéressant sur les pratiques diplomatiques indiennes. La première partie – assez classique – propose une analyse systémique de la politique indienne : les grands principes depuis l'indépendance, les différentes visions que les dirigeants indiens ont de la place de leur pays dans le monde, les mécanismes de la prise de décision en politique étrangère.

Cette partie rappelle que depuis l'indépendance la politique étrangère indienne se caractérise par deux grandes constantes. Elle a toujours cherché à imposer l'Inde comme puissance prédominante dans son environnement immédiat et s'est toujours attachée à tracer une voie singulière – proprement indienne – sur la scène mondiale, sous la forme du non-alignement des années 1950 aux années 1980, ou sous celle de l'autonomie stratégique depuis les années 1990. Troisième principe directeur depuis les années 1990 : faire de la croissance économique un levier de puissance.

Le meilleur de l'ouvrage se trouve dans la deuxième partie, consacrée à l'étude des pratiques de négociation indiennes. En l'espèce, les auteurs analysent ces pratiques surtout au prisme de la relation indo-américaine et de ses divers dossiers (sécurité et défense, nucléaire, économie). Mais les caractéristiques qu'ils décrivent valent pour l'ensemble des relations extérieures indiennes. Les auteurs rappellent ainsi que, quel que soit l'organe partie prenante des négociations – Bureau du Premier ministre, ministères des Affaires étrangères, du Commerce ou de la Défense – les négociateurs indiens sont en sous-effectif. Les décisions sont, elles, prises en lien étroit avec le sommet de la hiérarchie politico-administrative. Par ailleurs, les dossiers classés prioritaires font l'objet d'une préparation très détaillée. Mais ceux considérés comme secondaires accusent d'inévitables retards, « résultat d'un système qui récompense la prudence et "l'absence d'erreurs" plus que l'efficacité ou la prise de risque ».

Concernant le style de négociation indien, les auteurs le décrivent comme un « mélange de noblesse d'esprit et de dureté ». Les négociateurs indiens répugnent ainsi à se trouver dans une

position de demandeurs, d'abord parce que cela blesse leur fierté, ensuite parce qu'ils craignent d'être désavantagés s'ils font le premier pas. Autre caractéristique, ils témoignent d'une susceptibilité exacerbée sur les questions de souveraineté, et d'une volonté farouche d'éviter tout engagement qui mettrait le pays dans une situation de dépendance. Ces caractéristiques s'exacerbent en contexte multilatéral où, d'après les auteurs, les Indiens abordent les dossiers sur le registre de la moralité et de l'équité. Ils s'enferment alors dans une position maximaliste, qui conçoit les négociations comme un jeu à somme nulle, et le compromis comme un aveu de faiblesse. Ils peuvent même opposer un « non » catégorique à certains accords, quitte à saborder l'ensemble d'un processus de négociation multilatéral (comme cela fut le cas en 2014, lorsque l'Inde mis en péril les accords conclus à la 9<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC à Bali).

Ouvrage riche et instructif, *India at the Global High Table* a en somme le grand mérite de montrer combien diplomates et négociateurs indiens sont collectivement imprégnés de la « conviction que l'Inde est unique, et qu'elle peut donc exiger des solutions uniques ».

**Isabelle Saint-Mézard**

### **MIGRANTS, REFUGEES AND THE STATELESS IN SOUTH ASIA**

Partha S. Gosh  
New Delhi, Sage Publishing, 2016,  
384 pages

L'ouvrage de Partha S. Gosh constitue une référence concernant la typologie et l'impact des différentes formes de migrations en Asie du Sud. Il est



un apport inédit à la littérature académique, en ce qu'il s'appuie sur l'étude des dimensions culturelles de la migration les moins explorées, en démontrant que la définition juridique classique (celle des Nations unies) des concepts de migrants, réfugiés et apatrides, n'est pas pertinente dans le cas sud-asiatique, ce pour des raisons politiques, sociales et historiques.

L'auteur s'appuie sur diverses théories sur la migration – approches géographique, économique, de développement et de genre – développées dans la littérature académique occidentale. Pour dresser une cartographie de la scène migratoire sud-asiatique sur les soixante dernières années, il catégorise 50 millions de migrants, réfugiés et apatrides en huit catégories différentes. Il passe en revue les migrations (chapitre 1) liées aux incertitudes de la Partition de 1947, la situation des apatrides, les conflits interethniques, mais aussi les échecs dans la construction de la nation en Asie du Sud.

Le pays hôte accueille dans un premier temps les réfugiés avec bienveillance. Le temps passant, la sympathie initiale se transforme en inquiétude. L'influence politique, religieuse, économique ou culturelle des migrants peut attiser des divisions au sein du pays hôte (chapitre 2).

La guerre civile est l'une des causes les plus connues de migrations inter-étatiques. Ces mouvements de populations actionnent la variable sécuritaire : des tensions se développent entre l'État en proie à la guerre civile et ses voisins. Durant la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1971, l'Inde accueille près de 10 millions de réfugiés, elle soutient et arme la guérilla bengalie ; d'où une escalade des tensions entre Inde et Pakistan.

Sur les huit pays sud-asiatiques, seul l'Afghanistan a signé la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967. L'auteur interroge la nécessité pour les États d'adopter un régime spécifique pour l'accueil des réfugiés. Au cœur du débat, on retrouve la dualité entre le concept d'universalité des droits de l'homme et celui du relativisme culturel enchâssé dans les discours de la décolonisation. Dans le cas sud-asiatique, les États préfèrent se fonder sur une approche légale nationale. L'auteur conclut qu'en dépit de l'absence de conventions spécifiques, les gouvernements agissent en faveur du soutien et de la reconnaissance des migrants, réfugiés et apatrides (chapitre 4).

Les dimensions culturelles et psychologiques sont transposées d'un pays à l'autre lorsque les populations migrent (chapitre 6), avec un double impact : les migrants influencent la société dans laquelle ils arrivent, et vice versa. On retrouve ce métissage dans les arts et la culture. Les tensions sociales au sein du pays d'accueil se ressentent au travers de la psychologie individuelle et collective. Par exemple, il ne se passe pas un seul jour sans que l'Inde produise un film relatant l'épisode de la Partition. Les mouvements de migrants et de réfugiés ne reflètent pas seulement la destruction et la misère, ils sont aussi à l'origine d'une créativité artistique florissante. Autre exemple : celui de l'influence portugaise dans la musique des films indiens.

Ainsi, il semble qu'en dépit de ses problèmes économiques, démographiques, environnementaux et de sa diversité culturelle, l'Asie du Sud n'a en rien perdu son esprit humanitaire.

**Charza Shahabuddin**